

LES MARCHANDS DE PEUR

MATHIEU RIGOUSTE

LES MARCHANDS DE PEUR

LA BANDE À BAUER ET L'IDÉOLOGIE SÉCURITAIRE



LIBERTALIA

DÉJÀ PARUS DANS LA COLLECTION « À BOULETS ROUGES »

RICARDO FLORES MAGÓN

Propos d'un agitateur

DES SANS-PAPIERS TÉMOIGNENT

Feu au centre de rétention

CARLOS MARIGHELA

Manuel du guérillero urbain

CLAUDE GUILLON

La Terrorisation démocratique

SÉBASTIEN FONTENELLE

Même pas drôle

IANA MAR

Travailleurs, vos papiers !

PIERRE TEVANIAN

Dévoilements

RÉSEAU CITOYENS RÉSISTANTS

La Force du collectif

DOMINIQUE VIDAL

Le Ventre est encore fécond

MAURICE RAJSFUS

Je n'aime pas la police de mon pays

COLLECTIF

Manifeste des chômeurs heureux

L'auteur remercie Laurent Bonelli et Jean-Pierre Garnier qui ont relu ce travail et l'ont nourri de commentaires importants et rigoureux. Merci aussi à Assia et Arnaud pour leurs redoutables critiques.

Actualités & catalogue complet : editionslibertalia.com

© Éditions Libertalia, 2011, 2013

La peur constitue un outil politique fondamental pour les classes dominantes. C'est une technique de gouvernement, une machine de légitimation sur la chaîne de production du contrôle*. Apparue au cours du xx^e siècle, le marché du contrôle n'a depuis cessé de se développer, parce qu'il repose sur la possibilité d'inventer sans relâche de nouvelles peurs**. Mais pour cela, il faut des ingénieurs et des colporteurs, des bureaux de recherche et développement, des services de marketing et de communication.

Transformée en marchandise, la peur constitue désormais un secteur d'activité de commerçants organisés pour vendre cette production aux gouvernements et aux complexes industriels. En France, la « bande à Alain Bauer » constitue la manifestation la plus exemplaire*** de cette collaboration intensive

* Corey Robin, *La Peur. Histoire d'une idée politique*, Armand Colin, 2006. Murray Edelman, *Pièces et règles du jeu politique*, Seuil, 1991.

** Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, « Champs » Flammarion, 2003.

*** «Exemplaire» au sens où l'employait Abdelmalek Sayad au sujet de l'immigration algérienne, c'est-à-dire comme synthèse, archétype et modèle des situations migratoires en France. Abdelmalek Sayad, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Liber, 1999.

entre éléments de la classe politique, de la police, de l'armée, de l'industrie et des grands médias pour accumuler du profit sur les marchés de la sécurité. Elle est représentative du fonctionnement et de l'agencement de nombreuses corporations de marchands de peur, mais s'en distingue parce qu'elle est devenue l'une des plus puissantes et des plus influentes. Elle permet de décrire quelques aspects de l'édification d'un véritable consortium de la peur, conglomérat complexe de producteurs de contrôle et de marchands de menaces.

Comme d'autres, la bande à Alain Bauer méprise et passe sous silence toute une série d'*insécurités* : la misère, l'exploitation et la précarité, les violences et la pression policières, la prison et ses dizaines de suicides par an, l'oppression sexiste, les discriminations et la ségrégation, la pénibilité, les accidents et le harcèlement au travail, la traque que subissent les sans-papiers... Les « experts de la sécurité » parlent d'« islamisation de la nation », de « terroristes » et de « casseurs » proliférant dans les « zones grises du territoire », d'« invasion migratoire » et de « bandes juvéniles du crime organisé »... Des menaces qui ont en commun de générer des marchés dans le domaine du contrôle des classes

populaires. Car ces « experts » oublient généralement de dire publiquement qu'ils s'occupent de la sécurité des États et des classes dominantes. Loin des plateaux de télévision, lorsqu'il s'adresse à ses pairs, Xavier Raufer l'assume clairement : « À qui est destiné le travail de l'expert [des nouvelles menaces]? Largement à l'appareil d'État et aux grands groupes, publics ou privés* . »

En 2010, la bande à Bauer a connu une nouvelle consécration en obtenant l'instauration au sein du Cnam** de la première chaire française de « criminologie appliquée » et en la faisant attribuer à Alain Bauer lui-même. Lors de sa conférence inaugurale, le 8 février 2010, ce dernier se présentait comme le meneur d'un petit groupe d'« amis » ayant réussi à imposer leur vision du crime***. Il citait principalement et à plusieurs reprises Xavier Raufer, Yves Roucaute et François Haut. L'étude de cette bande et de ses réseaux, de leur positionnement dans le champ

*Xavier Raufer, « Menaces : Qui? Où? Pourquoi? Comment? », in Nicolas Arpagian, Éric Delbecque (dir.), *Pour une stratégie globale de sécurité nationale*, Dalloz, 2008.

** Conservatoire national des arts et métiers, grand établissement de l'enseignement supérieur.

*** Alain Bauer, *À la recherche de la criminologie : une enquête*, CNRS éditions, 2010.

de la production de contrôle, de ce qu'ils disent et font, de leur histoire et de leurs stratégies, fournit des outils pour attaquer la superstructure idéologique du capitalisme sécuritaire.

AU SERVICE
DES MARCHÉS DU CONTRÔLE

« Les idées de la classe dominante sont aussi à toutes les époques les idées dominantes; autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante. Les idées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination. »

Karl Marx, Friedrich Engels,
L'Idéologie allemande, éd. sociales, 1972, p. 109.

Au xx^e siècle, le capitalisme s'est développé en générant une économie de la guerre permanente

où règnent en maîtres de vastes complexes militaro-industriels qui tirent profit du carnage. La hausse faramineuse des dépenses militaires a fait augmenter les taux de profits dans les branches concernées. Mais les luttes et les résistances qui ont frappé ce système partout autour de la planète ont considérablement augmenté les coûts de production de la guerre et du contrôle. Elles ont obligé le capitalisme à se recomposer autour de nouveaux marchés (électronique, immobilier, transnationalisation de capital appelée à tort « mondialisation »...) et de nouvelles modalités d'exploitation (flexibilisation, *new management*, financiarisation, délocalisation...). Ces restructurations que l'idéologie dominante appelle « grandes crises » impliquaient un renforcement et un renouvellement en matière d'encadrement et de répression, ainsi qu'un accompagnement idéologique pour les rendre légitimes auprès de la population.

Au début des années 1970, face à l'internationalisation des luttes anticapitalistes et anti-impérialistes, et à une baisse généralisée de leurs taux de profit, les classes dominantes entament une contre-offensive. Celle-ci s'organise notamment autour des marchés du contrôle. Elle

passé dans un premier temps par l'écrasement des mouvements révolutionnaires, la « promotion de l'esprit de défense » pour réduire le coût des oppositions internes aux marchés de la guerre, et le développement des marchés publics du contrôle. Depuis le début des années 1990, face à la disparition de la « menace soviétique » – principale matière première des marchés de la guerre –, cette recomposition s'accélère et se diversifie. Pour continuer à étouffer tout ce qui se révolte, le capitalisme cherche à réduire les coûts de l'encadrement des classes dominées en diffusant « l'esprit de défense et de sécurité » et met en marche, aux côtés des marchés publics, le développement des marchés privés de la sécurité.

Les idéologues sécuritaires ont pour fonction de justifier cette restructuration en deux temps. Ils émergent et se forment dans les années 1970-1980 – durant la première phase de la contre-offensive néolibérale – et prennent les commandes idéologiques du contrôle au milieu des années 1990, mettant en œuvre la deuxième phase. L'idéologie sécuritaire est chargée de désigner les « nouvelles menaces » et de légitimer le développement des marchés du contrôle (publics puis privés). Elle

repose sur un système d'idées incitant les classes dominées à soutenir la guerre à la fois externe et interne contre un ennemi désigné en même temps comme extérieur et intérieur. Il s'agit d'un appareil de propagande et d'endoctrinement pour faire collaborer les dominés à leur propre encadrement. Nous allons voir comment les bandes d'idéologues sécuritaires se sont organisées et associées aux corporations de marchands de contrôle. Comment leur collaboration génère un système où la peur, le contrôle et le profit s'autoalimentent.

Les guerres coloniales françaises ont constitué un laboratoire de l'ordre sécuritaire*. L'armée et la police, confrontées à la masse des colonisés insurgés, y ont expérimenté la « guerre dans la population », elles y ont élaboré un système de contre-insurrection industriel et rationalisé, fondé sur la désignation, la chasse et la destruction publiques de figures de l'ennemi intérieur. Cette technologie répond précisément aux exigences de la restructuration sécuritaire :

* Mathieu Rigouste, *L'Ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La Découverte, 2009. Tiré de Mathieu Rigouste, « L'ennemi intérieur postcolonial. De la lutte contre-subversive au contrôle de l'immigration dans la pensée militaire française. 1954-2007 », thèse de socio-histoire, Aïssa Kadri et Nicolas Bancel (dir.), université Paris-VIII, 2007.

diviser les dominés, les paralyser, les terroriser afin de les obliger à collaborer avec la répression permet de réduire les coûts de production du contrôle. C'est pour cette raison que ces techniques ont été rénovées dans l'après-1968 pour être appliquées aux classes populaires en général. Les principes de la purge du bouc émissaire, qui semblent exister partout où l'on trouve un groupe dominant, une hiérarchie sociale ou un proto-État*, ont été rationalisés, industrialisés, militarisés par la contre-insurrection. Puis ils ont été normalisés, redéployés et généralisés dans l'ordre sécuritaire.

La contre-révolution coloniale tentait d'immuniser « les populations colonisées » contre la « subversion révolutionnaire ». Elle a généré la contre-insurrection, un système de contrôle où coûts et profits sont rationalisés. L'ordre sécuritaire est une contre-révolution sociale qui applique ces mêmes principes aux classes populaires en général. Il se déploie dans une économie qui tire désormais profit d'une gestion rationnelle du désordre.

À la suite de la disparition de la « menace soviétique », une sorte de *far-west* s'est déployée devant

* Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Éditions de Minuit, 1974.
René Girard, *Le Bouc émissaire*, LGF, 1986.

les idéologues sécuritaires*. La bande à Bauer a brandi la « théorie des nouvelles menaces » pour conquérir le champ. Cette rhétorique explique que toutes les menaces identifiées par la Défense nationale depuis les années 1970 (subversions, fondamentalismes, incivilités, violences urbaines, mafias, trafics d'armes et de drogues, communautarisme, terrorisme...) s'articuleraient désormais dans des « zones grises au Sud » et des « zones hors contrôle » à l'intérieur des États-nations du « Nord ». Parce qu'elle permettait de justifier le deuxième temps de la restructuration sécuritaire, cette rhétorique a séduit les hautes sphères de l'État et de la bourgeoisie. Les institutions répressives privées d'ennemi ont été alimentées avec cette marchandise et ont permis à ces réseaux de s'établir durablement au croisement des champs médiatiques, politiques, policiers, militaires, juridiques, judiciaires et industriels. Certains secteurs de la surveillance, de la répression et de l'enfermement, domaines jusque-là réservés aux industries d'État, deviennent des marchés, des espaces de concurrence, d'accumulation et d'extension du capital.

* Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité »*, La Découverte, 2008.

Pour désigner ces complexes industriels extrêmement puissants qui vivent de la guerre et du contrôle, la langue sécuritaire utilise le sigle BITD : base industrielle et technologique de défense. Elle laisse entendre qu'une « stratégie politique de défense » doit disposer d'une base industrielle assurant ses besoins, mais la réalité est plus complexe, et les idéologues sécuritaires – inconsciemment peut-être pour certains d'entre eux – orientent en réalité des stratégies politiques susceptibles de profiter à ces industries. Cela s'exprime en ces termes : « Mettre en perspective les nouvelles logiques de développement de la BITD dans le contexte d'une politique de sécurité globale où les intérêts publics et privés ne coïncident pas toujours* . » Autrement dit, le gouvernement ayant besoin des industries fournissant la Défense, il doit aussi leur donner les moyens de se développer, de rester puissantes et à la pointe de l'innovation, c'est-à-dire leur procurer des marchés.

Le contenu et les rhétoriques de l'idéologie sécuritaire ont été maintes fois invalidés. Ainsi,

*Valérie Mérindol et David W. Versailles, « Les entreprises liées à la Défense au XXI^e siècle : quels enjeux pour une politique de sécurité globale ? », in Nicolas Arpagian, Éric Delbecque (dir.), *Pour une stratégie globale de sécurité nationale*, Dalloz, 2008, p. 130.

plus les analyses des idéologues sécuritaires sont prises en compte, plus les « taux de criminalité » et les « menaces hybrides » augmentent. Il n'en faut pas plus pour montrer qu'un mensonge tacite se cache derrière l'idée qu'on sécuriserait pour faire baisser l'insécurité. En l'occurrence, c'est bien la sécurisation qui fait augmenter le « sentiment d'insécurité ». Ainsi, plus on déploie de policiers dans une zone, plus se répand l'idée que la zone est « à risques ». D'autre part, le « sentiment d'insécurité » croît avec la précarisation et l'isolement social, les plus précaires et les plus isolés ont peur d'être seuls face à l'adversité. Ce sentiment décroît lorsque s'organisent l'entraide et la solidarité. Or, c'est bien le capitalisme qui précarise et isole, c'est-à-dire, qui favorise le développement du « sentiment d'insécurité ». Plus l'État et les municipalités choisissent d'investir dans la sécurité, plus ils précarisent et font encore augmenter le « sentiment d'insécurité ». Ce dernier augmente aussi depuis qu'on réalise des « enquêtes de victimation » où l'on demande aux enquêtés ce qui leur fait le plus peur. Et plus ce sentiment paraît augmenter, plus on investit dans la sécurisation. C'est la base du processus d'autoengendrement

sécuritaire. En France comme aux États-Unis et partout où s'organise la « guerre au crime », des industries du contrôle se développent et les inégalités s'accroissent*.

Mais le but de cette étude n'est évidemment pas de révéler que les dominants mentent aux dominés. Les managers de la peur et les marchands de contrôle constituent un groupement d'intérêts que Karl Marx a appelé les « bénéficiaires secondaires du crime** » dans un texte extrait d'un ensemble inachevé***. Il y décrit une situation toujours d'actualité et l'un des points de départ pour cette étude :

« Non seulement le crime est normal, mais il est facile de prouver qu'il a bien des utilités. Un philosophe produit des idées, un poète des vers, un curé des sermons, un professeur des bouquins, etc. Un criminel produit la criminalité. Mais si les liens entre cette branche soi-disant criminelle de la production et toute l'activité productrice

*Nils Christie, *Crime Control as Industry. Towards Gulags, Western Style*, Routledge, 3rd Edition, 2000.

** Cité dans Grégory Salle, « Bénéficiaires secondaires du crime, selon Karl Marx », in *Savoir/Agir, Les Salaires de la peur*, n° 9, septembre 2009, p. 13-16).

*** Karl Marx, « Bénéficiaires secondaires du crime », *Déviance et criminalité*, textes réunis par Denis Szabo avec la collaboration d'André Normandeau, p. 84-85, Paris, Armand Colin, 1970.

de la société sont examinés de plus près, nous sommes forcés d'abandonner un certain nombre de préjugés. Le criminel produit non seulement la criminalité, mais aussi la loi criminelle ; il produit le professeur qui donne des cours au sujet de la loi criminelle et de la criminalité, et même l'inévitable livre de base dans lequel le professeur présente ses idées et qui est une marchandise sur le marché. Il en résulte un accroissement des biens matériels, sans compter le plaisir qu'en retire l'auteur dudit livre. De plus, le criminel produit tout l'appareil policier, ainsi que de l'administration de la justice, détectives, juges, jurys, etc., et toutes ces professions différentes, qui constituent autant de catégories dans la division sociale du travail, développent des habiletés diverses au sujet de l'esprit humain, créent de nouveaux besoins et de nouveaux moyens de les satisfaire. La torture elle-même a permis l'invention de techniques fort ingénieuses, employant une foule d'honnêtes travailleurs dans la production de ces instruments. Le criminel produit une impression tantôt morale, tantôt tragique, et rend un « service » en piquant au vif les sentiments moraux et esthétiques du public. Il ne produit pas seulement

les livres de droit criminel, la loi criminelle elle-même, et ainsi les législateurs, mais aussi l'art, la littérature, les romans et les drames tragiques dont le thème est la criminalité, tels qu'*Œdipe* et *Richard III* ou *Le Voleur* de Schiller, etc. »

De cette vision du crime, il ressort que les « criminologues » n'ont aucun intérêt à ce que la criminalité diminue ou disparaisse, mais bien plutôt à la construire. Avec des idées notamment.

On peut tenter de montrer, en étudiant la bande d'Alain Bauer, le rôle et le fonctionnement des corporations d'idéologues sécuritaires en société de contrôle (chapitre I). Comment elles puisent dans le nationalisme et le néolibéralisme les idées d'une contre-révolution culturelle, économique et sociale (chapitre II), comment elles assurent la promotion et la mise en réseau des marchands de peur et des marchands de contrôle (chapitre III), comment elles s'alignent sur les intérêts des marchands de guerre (chapitre IV), comment elles bâtissent l'architecture idéologique du capitalisme sécuritaire (chapitre V) et finalement, comment s'organise autour d'elles le nouveau pouvoir des contrôleurs (chapitre VI).

CHAPITRE I

XAVIER RAUFER
ET LES OFFICINES ANTICOMMUNISTES
Les fabriques de l'extrême droite et de la contre-révolution

« De même que la téléphonie mobile fut en matière de contrôle social et policier une divine surprise pour les gouvernants, la révélation que la société humaine acceptait docilement, sans protester vraiment – dans un total silence des rebelles professionnels du *showbiz* médiatique –, d’être dotée d’« agents de mise en conformité » a été une révélation, un éblouissement pour les dirigeants planétaires. »

Xavier Raufer*

Depuis la fin des années 1990, Xavier Raufer, de son vrai nom Christian de Bongain, est l’un des plus proches et des plus constants collaborateurs d’Alain Bauer. Ses productions idéologiques constituent une sorte d’archétype de la collusion entre l’idéologie sécuritaire et l’extrême droite. Sa carrière retrace symboliquement l’ascension de ces idées dans l’armée, la police, l’Université, le patronat et les grands médias.

*Xavier Raufer, « Décèlement précoce des menaces et “mise en conformité” », *Défense nationale et sécurité collective*, n° 7, juillet 2005, p. 115.

Né en 1946 dans un milieu bourgeois et d'ascendance aristocratique, il milite à l'extrême droite dès l'adolescence. À 17 ans, il s'engage dans des réseaux d'activistes. L'année suivante, en avril 1964, il participe à la fondation d'Occident, une organisation se réclamant d'un « nationalisme blanc et chrétien », se référant à l'anticommunisme en général et au fascisme en particulier*. Occident rassemble des jeunes « cogneurs** » nostalgiques de l'Algérie française farouchement engagés pour défendre l'honneur de l'armée et faire le coup de poing contre les mouvements communistes***. *Le Figaro* désignait Occident comme un « groupuscule de nervis, formé en commando », « une association de malfaiteurs**** ». « J'ai même participé, par discipline plus que par goût personnel, à des actions “dures”, contre une ambassade par exemple », confiait Raufer en 1986 à la revue *L'Histoire******.

*Voir par exemple la revue de l'organisation, *Occident université*, n° 5, 15 février 1965.

**Jean-Paul Gautier, *Les Extrêmes Droites en France. De la traversée du désert à l'ascension du Front national (1945-2008)*, Syllepse, 2009.

***Frédéric Charprier, *Génération Occident : de l'extrême droite à la droite*, Le Seuil, 2005.

*****Le Figaro*, 22 novembre 1967. Cité dans Jean-Paul Gautier, *Les Extrêmes Droites en France*, op. cit., p. 131.

*****In Jean Levy, *Le Dossier Georges Albertini, une intelligence avec l'ennemi*, L'Harmattan, 1992.

Des pratiques qu'il dénoncerait probablement aujourd'hui comme *terroristes*. Plusieurs militants d'Occident ont par la suite intégré des organisations de droite classique et ont finalement accédé à des postes au gouvernement : Patrick Devedjian, Gérard Longuet, Alain Madelin ou encore Hervé Novelli. Tous continuent de collaborer avec Xavier Raufer dans l'espace politique des « questions de sécurité et de défense ».

Xavier Raufer commence sa carrière de journaliste en participant à *Occident université*, la revue de l'organisation. Dans le numéro 14, il mène – sous son vrai nom – l'interview de Siegfried Müller, un officier nazi de la Wehrmacht, capturé puis embauché par l'US Army dans le cadre de la politique de récupération de cadres du III^e Reich*. À cette époque, Müller est devenu un chef mercenaire employé par les services secrets pour combattre la « révolution communiste et la subversion internationale » au Congo et en Rhodésie. Xavier Raufer le qualifie sans complexe de « soldat de l'Occident ». C'est l'une des premières traces de l'intérêt de Raufer pour les intrigues, la contre-subversion

*Eric Lichtblau, « Nazis Were Given "Safe Haven" in US, Report Says », *New York Times*, 13 novembre 2010.

et les réseaux de l'anticommunisme international dirigés par l'Otan et la CIA. Occident s'engage alors dans une série d'actions commando*, s'imaginant en fer de lance d'une contre-guérilla en métropole**. L'organisation clame, dès 1966, « Tuez les communistes partout où ils se trouvent ! » et soutient le coup d'État militaire (appuyé par la CIA) en Grèce en 1967, suggérant d'éliminer tous les marxistes***. Elle sert à ce titre de caisse de résonance à la *diplomatie publique* de la CIA.

Les révoltes internationales de 1968 marquent profondément Xavier Raufer. Durant le mois de mai, des membres d'Occident attaquent des manifestants au Quartier latin. Le ministre de la Justice René Capitant clôt l'affaire : « Le mouvement Occident a employé la violence parfois, mais il ne s'est pas dévoilé comme un mouvement subversif. » Comme les classes dominantes de l'époque, Xavier Raufer a eu très peur de perdre les privilèges de son rang. Il s'engage alors, à 22 ans, dans une vie de combat pour le nationalisme, l'ordre et la morale. Notions qu'il va réunir dans le concept de « sécurité ».

*Jean-Paul Gautier, *Les Extrêmes Droites en France*, *op. cit.*

**Joseph Algazy, *La Tentation néofasciste en France. 1944-1965*, Fayard, 1984.

Joseph Algazy, *L'Extrême Droite en France de 1965 à 1984*, L'Harmattan, 1989.

*** *Occident université*, 17 mai 1967, cité in Frédéric Charpier, *op. cit.*, p. 115.

À l'automne 1969, un an après la dissolution d'Occident, il participe à la fondation d'Ordre nouveau – traduction littérale d'Ordine nuovo, mouvement d'activistes néofascistes impliqué dans la stratégie de la tension en Italie. Il siège à son conseil national. Fondé par des anciens d'Occident et comprenant des policiers (infiltrés et/ou convaincus), Ordre nouveau a tenté de fédérer les nationalistes d'Italie, d'Allemagne et d'Espagne autour de la lutte contre le « communisme international » et « l'immigration sauvage ».

Cette même année 1969, on retrouve Xavier Raufer au sein du journal *L'Élite européenne*, lui aussi dirigé par des anciens d'Occident. La devise est sans nuance : « Les fascistes ont un journal : *L'Élite européenne*. » La revue entretient des rapports avec une sulfureuse agence – Aginter Press – qu'une commission d'enquête portugaise a présentée à la fois comme une « officine d'espionnage couverte par les services secrets portugais, un centre de recrutement et d'entraînement de mercenaires et un centre stratégique de subversion politique lié à des groupes fascistes internationaux* ». Aginter Press, créée par

* Commission d'enquête citée in Jean-Paul Gautier, *Les Extrêmes Droites en France*, op. cit.

d'anciens militants de l'OAS* en fuite au Portugal, est liée à presque toutes les agences occidentales de renseignement et a passé des accords particuliers avec les réseaux d'action anticommunistes de l'éminence grise de l'État français, Jacques Foccart**.

Pour bien comprendre la stratégie dans laquelle ces réseaux d'action s'insèrent, il faut faire un détour pour expliquer les *stay-behind* (« reste dans l'ombre »). Ce sont des réseaux clandestins formés à la Libération par le « service action » de la CIA dans le cadre de la lutte anticommuniste***. Ils sont armés et entraînés par l'Otan dans tous les pays d'Europe occidentale, jusqu'en Grèce et en Turquie. Ils fédèrent des policiers, des militaires, des agents des services secrets, des truands et des hommes politiques positionnés à l'extrême droite pour préparer la contre-révolution en cas de soulèvements procommunistes****.

* Organisation armée secrète : organisation paramilitaire fasciste créée en 1961 pour « garder l'Algérie française et mener la contre-révolution ». Extrêmement influente dans la police et l'armée, parmi les colons d'Algérie et jusqu'au sommet de l'État, l'OAS et sa répression ont bouleversé l'extrême droite française. Ses militants ont souvent joué un rôle important dans l'évolution des courants nationalistes en France.

** Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*

*** Harry Rositzke, *The CIA's Secret Operations : Espionage, Counterespionage and Covert Action*, Boulder, Westview Press, 1988.

**** Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'Otan. Réseaux stay-behind, Gladio et terrorisme en Europe de l'Ouest*, Demi-Lune, 2007.

Durant les années 1970, certains ont anticipé, ils ont fait de la contre-insurrection sans insurrection. Ces « cinquièmes colonnes » de la CIA ont pratiqué la stratégie de la tension en Italie, en Belgique ou... en France, s'adonnant à des provocations violentes, allant jusqu'à perpétrer des attentats pour justifier l'écrasement des mouvements révolutionnaires et la mise en place d'États policiers, autoritaires et sécuritaires. Le terrible système de répression organisé durant les années de plomb italiennes a été cautionné par l'explosion de plusieurs bombes dans des lieux publics. Celles-ci ont été automatiquement attribuées aux anarchistes et aux Brigades rouges. Une commission d'enquête officielle a finalement reconnu que ces attentats avaient en réalité été réalisés par des réseaux d'extrême droite anticommunistes, instrumentalisés par une partie des services secrets*. Dans le cadre d'enquêtes judiciaires et de travaux historiques, plusieurs responsables ont fini par avouer, notamment Stefano Delle Chiaie, chef du commando responsable des attentats**. Derrière cette stratégie de la tension, menée pour le compte

* Giulio Andreotti, « Rapport sur l'opération Gladio », Chambre des députés d'Italie, 26 février 1993.

** Lire notamment Frédéric Laurent, *L'Orchestre noir*, Stock, 1978.

de l'Otan et de la CIA, se cachait les réseaux clandestins du *stay-behind* italien (le plus connu de tous, nommé Gladio*) et le soutien de l'agence Aginter Press**. Celle-ci avait déjà « joué un rôle actif » dans le putsch des colonels grecs en 1967 et chapeautait une « organisation d'action contre le communisme international*** ».

En 1969, l'année où explosèrent les premières bombes fascistes à la Piazza Fontana de Milan, Aginter Press apparaissait pour la première fois comme annonceur dans un journal en France : *L'Élite européenne* où officiait Xavier Raufer – qui en devint le secrétaire de rédaction quelques mois plus tard, en mars 1970****.

À cette époque, le ministère de l'Intérieur est géré par Raymond Marcellin et celui de la Défense par Michel Debré, tous deux sont des passionnés de contre-subversion, farouchement engagés dans la lutte contre le « communisme international ». Les techniques « italiennes » fonctionnent aussi en

*Jean-François Brozzu-Gentile, *L'Affaire Gladio*, Albin Michel, 1994 ; William Blum, *Killing Hope. US Military and CIA Interventions Since World War II*, Common Courage press, Maine, 1995 ; Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'Otan*, *op. cit.*

**Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*, p. 211.

*** Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*, p. 206.

**** Cf. *L'Élite européenne*, n° 9, juillet 1970.

France*. En avril 1972 par exemple, la Direction de la surveillance du territoire (DST) dynamite la villa bretonne de Francis Bouygues en accord avec ce dernier. Ils accusent d'une même voix le Front de libération de la Bretagne (FLB) et mènent une opération pour démanteler le mouvement « avant qu'il se développe** ». En Italie comme en France, au cours des années 1970, les réseaux souterrains de lutte contre le « communisme » ont pratiqué une stratégie de la tension relayée jusqu'au sommet de l'État. Cette parenthèse est indispensable pour comprendre ce que jouent (rejouent) aujourd'hui Xavier Raufer et la branche des idéologues sécuritaires qu'il représente : une tactique de la tension.

Selon plusieurs analystes de ces réseaux, Occident, Ordre nouveau, le SAC*** et d'autres officines d'extrême droite ont été infiltrées et employées

*Elles sont en fait déjà inspirées de techniques « françaises » importées par les exilés de l'OAS en Italie dans les années 1960.

** Comme l'a reconnu le commissaire Jean Baklouti, ex-responsable de la DST de Rennes et ancien responsable du contre-espionnage en Algérie. Yvan Stefanovitch, *L'Empire de l'eau*, Ramsay, 2005, p. 274-277.

*** Le Service d'action civique (SAC) est une organisation parallèle issue du service d'ordre du Rassemblement du peuple français (RPF) et dévouée au général de Gaulle. Créée en 1960, cette milice s'est rendue responsable de nombreux coups tordus et opérations coup de poing (assassinats, corruption, trafic d'armes et de drogue, blanchiment d'argent). Elle réunissait, sous l'autorité de Jacques Foccart, Pierre Debizet et Charles Pasqua, plusieurs milliers de membres recrutés dans les milieux criminels, l'armée, la police et l'extrême droite. François Audigier, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Stock, 2003.

dans le cadre de la « lutte contre les gauchistes* ». En France, ces réseaux clandestins combattant le « communisme international » fonctionnaient sous l'autorité de Jacques Foccart – éminence grise et « monsieur Afrique » de De Gaulle, Pompidou et Giscard. Ordre nouveau, en lien avec Aginter Press**, a constitué à la fois un réservoir de militants, un groupe d'action et une plateforme idéologique pour ces « armées secrètes de l'Otan*** ».

La notion de contre-révolution ne désigne pas seulement le développement d'une obsession anticomuniste dans la police, l'armée et au sommet de l'État, mais aussi l'organisation de structures et de groupes parallèles financés pour écraser idéologiquement ou physiquement les mouvements révolutionnaires. Des organisations comme Occident puis Ordre nouveau ont concrètement participé à cette stratégie. Certains de leurs militants, nationalistes vivement anti-américains, se sont fait proprement manipuler, d'autres ont choisi de mener un double jeu. Xavier Raufer,

* François-Xavier Verschave, *Noir Chirac*, Les Arènes, 2002 ; Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit. ; Alain Hamon, *P... comme Police*, Alain Moreau, 1983.

** Jean-Paul Gautier, *Les Extrêmes Droites en France*, op. cit., p. 124.

*** Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'Otan*, op. cit.

qui se présentait comme un patriote (et met parfois en garde contre « l'influence américaine »), s'est-il laissé manipuler? Dans tous les cas, il a participé à cette histoire secrète de la contre-révolution en Europe comme idéologue nationaliste et anticomuniste, et c'est en idéologue sécuritaire qu'il revient aujourd'hui, en s'agitant pour débusquer sans cesse de nouveaux ennemis intérieurs. C'est dans ce contexte qu'il a commencé à intéresser les réseaux atlantistes*.

En 1971, il se présente aux élections municipales dans le IX^e arrondissement de Paris sous la bannière d'Ordre nouveau. Cette même année, il est recruté par Georges Albertini à l'Institut d'histoire sociale (IHS).

Georges Albertini fut un collaborateur zélé sous Vichy (second de Marcel Déat), gracié après la Libération comme beaucoup d'autres hauts dirigeants de l'industrie ou de l'administration**. Militant antisémite et pétainiste tout au long de sa vie, il travaille pendant la guerre froide à

*Partisans d'un alignement des pays de l'Otan sur les stratégies du complexe militaro-industriel nord-américain.

** Marc Bergère (dir.), *L'Épuration économique en France à la Libération*, Presses universitaires de Rennes, 2008.

fédérer les réseaux internationaux de l'anticommunisme en Espagne, en Italie et en Amérique du Sud notamment. Il a participé à la fondation d'Ordre nouveau avec Xavier Raufer. Il est alors financé par le grand patronat industriel et devient un conseiller très influent du président de la République Georges Pompidou ainsi qu'un proche de Jacques Chirac*. Via l'Institut supérieur du travail, un outil de propagande du patronat, Albertini se transforme en mentor de plusieurs anciens d'Occident comme Alain Madelin, Patrick Devedjian, Gérard Longuet ou Hervé Novelli. « Ils vont rencontrer plusieurs personnages qui joueront une influence décisive sur leur parcours, à savoir d'anciens pronazis français. [...] On leur a offert des plans de carrière », explique à ce sujet l'historien Joseph Pinard dans un documentaire censuré de France 3**. L'Institut d'histoire sociale, où Albertini embauche Xavier Raufer, est dirigé depuis les années 1950 par des hommes de la droite dure. C'est à la fois un centre d'études, de

*Laurent Lemire, *L'Homme de l'ombre. Georges Albertini. 1911-1983*, Balland, 1989; Benoît Collombat, David Servenay (dir.), *Histoire secrète du patronat : de 1945 à nos jours*, La Découverte, 2009.

**Diffusé en mars 2009. Hervé Novelli a obtenu son effacement du site de France 3, il a aussi disparu sur Dailymotion.

documentation et d'information, et une « véritable agence parallèle de renseignement* ». Engagé dans les réseaux anticommunistes internationaux, l'IHS participe au « recyclage » dans des partis de « droite conventionnelle » d'anciens militants d'extrême droite. Un certain Nicolas Tandler remplissait cette fonction de « recruteur » au sein d'Occident dans le cadre du programme de recrutement de l'IHS intitulé sobrement « projet Jeunes** ».

L'institut va constituer l'une des pouponnières françaises du mouvement néoconservateur***. Né dans les hautes sphères patronales de l'industrie militaire nord-américaine, le mouvement néoconservateur a pour stratégie principale de légitimer un investissement massif dans les marchés de la guerre et du contrôle, en insistant sur la « menace communiste internationale » durant les années 1970-1980 puis sur le « terrorisme international ».

Xavier Raufer va continuer sa formation politique à l'Institut d'histoire sociale – « où j'ai beaucoup appris**** », explique-t-il. En 1973, il crée un équivalent français d'Aginter Press – l'officine

* Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit., p. 185.

** Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit., p. 177.

*** Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit., p. 183.

**** Jean Levy, *Le Dossier Georges Albertini*, op. cit.

du *stay-behind* portugais –, la société Service, qui réalise pendant la campagne présidentielle de 1974 des publications anonymes violemment anti-communistes financées par l'UIMM*, le syndicat patronal de la métallurgie, l'un des avant-postes de l'industrie militaire française. Cette même année, Raufer adhère au parti de Giscard d'Estaing – lui aussi passionné de contre-subversion, partisan de l'Algérie française et proche du grand patronat industriel. Raufer devient en 1976 l'un des dirigeants de l'Institut supérieur du travail, logé dans le même bâtiment que l'Institut d'histoire sociale. Là, Alain Madelin comme Xavier Raufer se forment aux théories néolibérales; leur anticommunisme paranoïaque rencontre les doctrines américaines de la « sécurité nationale » et du management de la société comme entreprise. Grâce à l'argent du grand patronat**, ils assurent des cours et des conférences dans de grandes

*Union des industries et des métiers de la métallurgie. Sur les rapports historiques entre l'UIMM, l'État et l'extrême droite, lire Annie Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers sous l'Occupation. La collaboration économique avec le Reich et Vichy*, Armand Colin, 1999.

**À la fin des années 1970, les bienfaiteurs habituels de l'IHS sont Carrefour, CII Honeywell-Bull, Kodak, la Société nationale industrielle aérospatiale (Snias), ou le Groupement des industries minières (GIM) qui subventionne depuis 1978 à raison de 176 000 francs par an. L'entreprise Thomson a financé la création de la vidéothèque sociale et syndicale de l'institut. Frédéric Charprier, *Génération Occident, op. cit.*, p. 309.

compagnies privées sur les différents « groupuscules gauchistes » – dont ils suivent les agissements et les tribulations depuis des années : différence entre trotskystes et maoïstes, méthodes d'action, présence et influence dans les syndicats, « infiltration » dans les entreprises. Xavier Raufer devient ainsi « gauchistologue » rémunéré pour ses « analyses » par de grands groupes (via l'IHS) comme Peugeot, Air Liquid, Pechiney ou Aérospatiale*. Ses « études** » sur les mouvements révolutionnaires sont publiées par la revue *Est & Ouest* de l'Institut d'histoire sociale, l'organe de propagande anticommuniste piloté par Albertini pour le compte du patronat industriel français*** et nord-américain****. « La revue est financée pour l'essentiel par la CIA ; en échange l'équipe fournit à l'agence

*Sophie Coignard, Marie-Thérèse Guichard, *French Connections, Networks of Influence*, Algora, New York, 2000, p. 118.

** Voir par exemple Xavier Raufer, « Panorama de la presse gauchiste au début de 1975 », revue *Est & Ouest*, avril 1975 ; Xavier Raufer, « Les mouvements d'extrême gauche au Portugal, maoïstes, trotskistes, etc. », revue *Est & Ouest*, juin 1975.

*** En 1983, alors que l'IHS a besoin de financements, il obtient le soutien de François Ceyrac, ancien président du Conseil national du patronat français (CNPFP), d'André Bergeron de Force ouvrière, de la fédération des assurances, de Peugeot, de Citroën, de Carrefour, de la Snias, de Télémechanique, de Philips, de L'Oréal, de Leory-Sommer, du *Figaro Magazine* et de *L'Express*. Voir Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit., p. 319.

**** En 1985, *Libération* révélera par exemple des documents attestant que l'IHS a touché, en 1984 et 1985, 200 000 francs d'origine américaine. Voir Frédéric Charpier, *Génération Occident*, op. cit.

américaine des commentaires et des analyses », explique Frédéric Charpier. La fonction primaire d'« expert en sécurité » est née : fournir du renseignement à des chefs d'entreprise sur tout ce qui les menace à l'intérieur.

C'est à cette époque et dans ce type d'endroits et de réseaux que s'est opérée la rencontre entre l'idéologie capitaliste et les techniques de la contre-insurrection, donnant naissance à ce qui deviendra « l'intelligence économique » ou contre-insurrection appliquée à l'entreprise et au marché. Comme l'illustre le parcours de Xavier Raufer, les premiers idéologues sécuritaires se sont formés à la croisée des chemins de l'anticommunisme d'extrême droite et des doctrines néoconservatrices sur l'État sécuritaire et le marché tout-puissant. Ils travaillaient dès l'origine pour le compte du grand patronat industriel.

En 1978, Xavier Raufer devient permanent au Parti républicain (ex-Républicains indépendants) qui soutient Giscard à la présidentielle et abritera plusieurs « anciens amis » de Raufer tels Alain Madelin et Gérard Longuet.

Désormais recyclé, Raufer entre à *L'Express* en 1979, sans pour autant abandonner ses

convictions ni ses réseaux. Deux ans plus tôt, le journal a été racheté par le financier Jimmy Goldsmith, patron de la Générale occidentale, qui souhaite en faire un outil de lutte contre le « communisme international ». La direction est confiée à Jean-François Revel, anticommuniste passionné qui prendra des années plus tard la direction de l'Institut d'histoire sociale... Rauber est engagé à *L'Express* pour promouvoir les idées de ses protecteurs et de ses financeurs.

À *L'Express*, il commence à s'autoproclamer « expert en terrorisme ». Il désigne alors par ce vocable l'activisme anti-impérialiste de groupes révolutionnaires comme les Brigades rouges en Italie, la Rote Armee Fraktion en Allemagne ou Action directe en France. Il devient l'un de ces relais médiatiques indispensables aux provocateurs policiers et aux services antiterroristes à la recherche d'une « nébuleuse internationale du terrorisme rouge ». Il fournit une marchandise précieuse, un discours sensationnaliste et apocalyptique, désignant de manière récurrente et systématique tous les mouvements révolutionnaires comme des terroristes en puissance, suggérant ainsi d'investir dans la sécurité nationale et l'antiterrorisme.

Sa carrière d'idéologue sécuritaire commence ainsi, comme « spécialiste des subversions révolutionnaires » et agent de communication au service de la contre-révolution. Dès cette époque, il vend de la mythologie sécuritaire au profit des appareils répressifs et d'un grand patronat effrayé par la radicalisation des luttes sociales.

Au cours des années 1980, Xavier Raufer va s'autoproclamer « expert » de « l'islamisme », de « l'immigration », de la « délinquance » puis des « violences urbaines », de « l'insécurité » et de la « criminalité ». Toutes ces notions ont en commun d'intéresser l'industrie de la sécurité, les grands médias en quête de sensationnalisme et des gouvernements chassant sur les terres de l'extrême droite. Dans *L'Express*, il écrit régulièrement sur chacun de ces thèmes. Il affirme que les phénomènes censés en relever s'enchevêtrent, se développent, portent en germe un chaos à venir et nécessitent donc le développement de nouveaux appareils répressifs ainsi que toute l'attention de l'État. Ce dernier doit investir dans les nouveaux marchés que Raufer et ses pairs désignent chaque fois qu'ils nomment une « nouvelle menace ». De 1979 à 1996, il publiera

165 articles dans *L'Express* tout en continuant à écrire pour la presse d'extrême droite.

Ce travail de lobbying porte ses fruits. Dès 1981-1982, on retrouve les analyses de Xavier Raufer dans les archives de l'Institut des hautes études de Défense nationale (IHEDN). Le rapport de la 34^e session* fait ainsi référence à l'un de ses articles paru le 30 avril 1982 dans *Paris-Match*. Selon ce rapport, Xavier Raufer aurait montré qu'il est « urgent de se demander quels facteurs pourraient aggraver des phénomènes déjà fort inquiétants ». « Il y aurait d'abord l'incapacité de nos gouvernants à prendre pleinement conscience de la nature de la nouvelle menace et à admettre son origine. Il y aurait ensuite la signification à donner pour l'avenir aux récentes actions : coup de semonce, marchandage ou préliminaire d'une guerre ouverte. » Le discours de Raufer n'évoluera guère par la suite, seul le nombre des « menaces » qu'il répertorie, le ton catastrophiste de ses interventions et l'enrobage techniciste de sa logorrhée continueront

*Jean Ehrard (dir.), « L'État responsable de la Défense face aux comportements marginaux, individuels ou collectifs », rapport de comité, 34^e session, IHEDN, 1982.

à croître à mesure que le pompier pyromane gravit les échelons du marché de la peur. Il parlera de « monochromie », de « due diligence » et de « compliance », d'« entités hybrides » et de « périls endogènes », mais le fond reste le même : il faut investir dans la sécurité, surveiller tout ce qui bouge, écouter les « experts ».

Durant les années 1980, il continue à construire son réseau d'influence dans les médias, l'armée, la police et auprès du gouvernement. Il publie plusieurs livres sur le « terrorisme international* », poursuit sa collaboration avec les réseaux anticommunistes dans la revue *Est & Ouest*** ou organise des « dîners-rencontres » pour promouvoir la Nouvelle Droite identitaire.

Parallèlement, il collabore à cette époque avec le National Strategy Information Center de Washington, un appareil de propagande créé par un ancien directeur de la CIA, qui œuvre à promouvoir une stratégie de *security enforcement* aux États-Unis et dans le monde entier. Il s'agit

*Voir par exemple Xavier Raufer, *Terrorisme, maintenant la France ? La guerre des partis communistes combattants*, Garnier, 1982; *Terrorisme, violence : réponses aux questions que tout le monde se pose*, Pauvert-Carrère, 1985. Ou *La Nébuleuse : le terrorisme au Moyen-Orient*, Fayard, 1987.

**Voir par exemple Xavier Raufer, « Un parti communiste combattant en France? », revue *Est & Ouest*, juillet 1980.

d'éduquer les gouvernements et les populations aux « nouveaux risques terroristes » et aux moyens d'y résister et de démontrer la haute importance d'investir dans l'industrie de la sécurité.

En 1986, Xavier Raufer donne des conférences à l'École supérieure de guerre, à l'École d'enseignement supérieur de la gendarmerie et au service de coopération technique internationale de police. Ce positionnement dans le champ policier et militaire illustre la conversion progressive des industries de l'armement aux marchés du contrôle et lui fournit de nouveaux pouvoirs. Il est désormais – et cela vaut pour les idéologues sécuritaires en général – le porte-parole des complexes militaro-industriels et un promoteur de « pensée de défense et de sécurité » à l'intérieur des institutions policières et militaires. Il faut désormais conquérir les grands médias et l'Université. Il collabore avec Charles Pasqua et Jean-Charles Marchiani – eux aussi des anciens des réseaux anticommunistes et de la contre-insurrection passés à la lutte contre le « terrorisme international ». Ses analyses sur « l'invasion migratoire » et le « péril identitaire », ainsi que ses mises en garde face à la « nébuleuse

des mafias et des terrorismes », participent à promouvoir une réforme restrictive du code de la nationalité portée par Charles Pasqua.

Le travail idéologique qu'il mène avec d'autres concernant le développement d'un *terrorisme international, communiste et islamique* influence la mise en place en 1986 des principaux appareils policiers, juridiques et judiciaires de l'antiterrorisme français. Cette même année, il donne des cours de « criminologie » à l'université de Georgetown. Il publie dans *Politique internationale* ses propositions d'organiser la lutte contre le « terrorisme international » selon la « méthode » italienne*, *la terreur contre des milieux censés abriter des terroristes introuvables*.

Raufers continue de consolider sa position dans le champ de la production de contrôle. Dès 1988, il collabore aux études du secrétariat général de la Défense nationale, ce qui lui fournit une position d'influence auprès du gouvernement et pour le compte des industriels de la guerre innovant dans la sécurité intérieure. Il dispense ses conférences à l'Institut des hautes études de Défense nationale et à

*Xavier Raufers, « Euroterrorisme, comprendre pour combattre », *Politique internationale*, n° 30, hiver 1985-1986, p. 251-263.

HEC. Chargé de cours au DESS Paris-II de l'École des officiers de la gendarmerie nationale, il rejoint l'Institut de criminologie de Paris qui lui fournit de 1987 à 2007 sa seule caution universitaire*. Pascal Gauchon – un ami de l'époque où ils appartenaient tous deux à Ordre nouveau** – l'engage alors aux Presses universitaires de France en 1993, lui donnant ainsi la possibilité de publier 31 livres entre 1996 et 2002, sur les sujets qu'il affectionne et qui servent leurs réseaux respectifs : criminalité internationale, terrorisme, violences urbaines...

Il diffuse parallèlement sa propagande dans des médias spécialisés ou grand public, dans les *Cahiers de la sécurité*, au *Figaro Magazine* ou à *Valeurs actuelles*, deux journaux appartenant au groupe Dassault, géant international de l'industrie militaire, journaux où l'on retrouve d'autres « anciens amis » issus du nationalisme radical. Là, leurs idées sur ce qui menace la société apparaissent pour ce qu'elles sont : des vecteurs de peur au profit de l'industrie du contrôle.

C'est à partir de 1997 que Xavier Raufer commence à collaborer publiquement avec Alain Bauer.

* Il finira par soutenir une thèse de géographie sur les « menaces » dans « l'aire balkanique » en Sorbonne en 2007.

** Pascal Gauchon fut rédacteur en chef de *Défense de l'Occident*.

Il engage alors Stéphane Quéré, le documentaliste de l'entreprise d'Alain Bauer, comme secrétaire de rédaction de sa collection aux PUF. Le duo publie plusieurs livres, annonçant toujours plus de menaces et de catastrophes à venir si leurs analyses ne sont pas prises en compte. Ils sont pourtant déjà attentivement écoutés et même régulièrement consultés par le gouvernement ou l'Assemblée. Le 6 novembre 2002, la commission de Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale l'auditionnait ainsi dans le cadre de la loi de programmation militaire 2003-2008. Dès lors capable d'influencer les investissements publics, il y défend le développement de l'« expertise des nouvelles menaces ». Depuis 2004-2005, Xavier Raufer anime même une rubrique « Géopolitique et criminologie » dans *Défense nationale*, la principale revue de la communauté politico-militaire. La coopération policière des impérialismes fournit à l'idéologue ce qu'il présente comme une envergure internationale. Aux États-Unis, il est devenu membre du Center for the Study of Terrorism de l'université de Saint-Andrews et enseigne parfois à l'École supérieure de police criminelle de Chine.

Christian de Bongain – alias Xavier Raufer – est devenu un porte-voix médiatique. Il passe régulièrement en *prime-time* à la télévision comme « expert » en tous genres de « menaces ». VRP de la peur et militant nationaliste, il continue parallèlement à participer aux émissions de la station d’extrême droite Radio Courtoisie. Son parcours illustre celui de l’idéologie sécuritaire.

Laissons-le résumer : « Les travaux récents de criminologues – sur des menaces dont nul ne nie plus la gravité : mafia albanaise, gangs de prison, criminalité identitaire, etc.* – se sont ainsi imposés à contre-courant des modes du moment et ont d’abord été niés ou “relativisés”**. »

Il est rémunéré, en capital social, symbolique et économique, pour diffuser de « l’esprit de défense et de sécurité » dans la population, auprès du gouvernement et pour des entrepreneurs de sécurité.

Cette double fonction des idéologues sécuritaires exprime bien le positionnement des marchands de peur en société de contrôle. Ils sont chargés de faciliter la sous-traitance du contrôle

*Raufer fournit comme seule source des liens vers son laboratoire et son équipe.

**Xavier Raufer, « Décèlement précoce des menaces et “mise en conformité” », *op. cit.*, p. 121.

par la population en lui désignant continuellement ces « menaces » qui intéressent particulièrement les complexes militaro-industriels. Ils travaillent parallèlement pour générer des marchés publics et privés de sécurité et de défense. Le parcours de Xavier Raufer illustre la superposition des réseaux de l'anticommunisme et de la pensée sécuritaire, mais aussi la récupération dans les médias, l'administration, l'Université, la police et l'armée d'une génération de militants d'extrême droite réhabilités et autorisés à promouvoir quotidiennement leurs idées au sommet de l'État et dans les grands médias.

CHAPITRE II

FRANÇOIS HAUT ET LE DÉPARTEMENT
« MENACES CRIMINELLES CONTEMPORAINES »
Appareils idéologiques de marché et réseaux d'influence

« L'actuel chaos mondial regorge de territoires périlleux, d'entités menaçantes, d'individus dangereux. Que faire alors pour que les officiels, les dirigeants d'entreprises puissent, à temps, détecter une présence, dévoiler des intentions, déjouer des plans? [...] Une voie féconde est celle du décèlement précoce. C'est la voie choisie par le MCC. Dans ce contexte, ces entreprises doivent à l'évidence se protéger, se faire conseiller, apprendre à assurer elles-mêmes leur sécurité. Mais, avant de prévenir, d'optimiser ou de traiter, il leur faut déceler, détecter et disposer des moyens d'effectuer un diagnostic. »

Présentation du département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines (DRMCC)*.

Créé en 1997, le DRMCC, souvent nommé MCC, est rapidement devenu la principale structure de rayonnement de la bande organisée autour de Xavier Raufer et d'Alain Bauer.

*www.drmcc.org

« Le MCC, c'est aussi une complicité, un travail permanent avec notre ami Alain Bauer », explique le site Internet du département. Le DRMCC peut être comparé à l'Institut d'histoire sociale, cet appareil de propagande du patronat industriel français soutenu par la CIA où Xavier Raufer avait été formé puis recruté. Il répond aux mêmes logiques, mais son influence est bien supérieure. Abrisé par l'université Panthéon-Assas, il permet de communiquer de manière intensive auprès de l'armée, de la police, de la gendarmerie, de l'Assemblée nationale, du Sénat, et même d'institutions étrangères. Il intervient aussi pour de grandes entreprises. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un réel département scientifique, le DRMCC forme des étudiants, dispense des séminaires, publie des notes et des dossiers, organise des conférences internationales pour promouvoir « la détection précoce, l'observation et l'analyse de toutes les formes de menaces criminelles aux fins de proposer des diagnostics, de dégager des concepts et de mesurer leur impact* ». Il a fourni pendant longtemps la seule caution

* *Idem.*

« scientifique » de l'association d'intérêts entre Xavier Raufer et Alain Bauer*.

Le DRMCC a été fondé au sein de l'Institut de criminologie de Paris, à l'université d'Assas, au cœur des milieux nationalistes qui ont forgé la réputation de cette faculté. Xavier Raufer en est le « responsable des études, recherches et séminaires », son directeur est François Haut, un maître de conférences d'Assas, venu lui aussi des réseaux de l'extrême droite organisés autour d'Occident dans les années 1970. C'est probablement à cette époque qu'il a rencontré Xavier Raufer pour la première fois. Certains commentateurs évoquent l'appartenance de François Haut au Front national, mais ne citent pas leurs sources. Il intervient en tout cas – comme Xavier Raufer – au Club de l'Horloge**.

*Jusqu'à sa nomination au Cnam, Alain Bauer avait construit sa légitimité scientifique sur le fait qu'il aurait été « vice-président de la Sorbonne ». Il n'avait en fait été qu'élue étudiant, à 19 ans, en Sorbonne. Lorsqu'on lui fit remarquer la supercherie, il laissa entendre qu'il s'agissait d'erreurs de journalistes.

**Créé en 1974, le Club de l'Horloge regroupe des cadres et penseurs de droite et d'extrême droite; la plupart de ses dirigeants entreront au FN dans la décennie suivante. Il promeut une alliance de ces courants pour un « libéralisme intégral » en économie, la reconnaissance des « bienfaits de la colonisation » et un nationalisme identitaire prétendant « défendre l'Occident » contre la gauche et l'immigration. Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle Droite : le Grece et son histoire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988.

François Haut a collaboré avec l'Otan et la Rand Corporation – le plus grand *think tank** au monde qui travaille pour le compte du complexe militaro-industriel des États-Unis**. Son parcours ressemble à celui de Xavier Raufer et montre une fois de plus que les idéologies identitaires et sécuritaires sont enchevêtrées depuis leur origine.

Haut et Raufer ont commencé à travailler ensemble publiquement dès 1986, à l'Institut de criminologie politique d'Assas. Sous la direction de Jean-Claude Soyer est alors créé un Centre de recherche sur la violence politique (Cervip). Déjà très proche de ce que faisait l'Institut

* *Les think tanks* sont des appareils de propagande. Financés par des fonds publics, des entreprises ou des particuliers, ce sont des instituts chargés de promouvoir une idéologie au service d'un groupement d'intérêts, des clubs chargés d'influencer le pouvoir politique et/ou des « populations ». Selon Christian Harbulot, directeur de l'École de guerre économique, les *think tanks* « regroupent des patrons, des universitaires, des chercheurs qui réfléchissent ensemble sur un point précis dans le but d'atteindre un objectif ». « Think tanks, un conseil made in USA », *Le Journal du management*, avril 2004.

** François Haut, « Terrorism and Diasporas in France », in *The Radicalization of Diasporas and Terrorism*, Rand, National Security Research Division & CSS, Washington-DDC-Zurich, 2007. François Haut, « The Nature of Today's Terrorism and Organized Crime : a French Perspective », in Robert Ortung et Andrey Makarychev (dir.), *National Counter-Terrorism Strategies*, publié avec le concours programme de l'Otan « Security through Science », IOS Press, Amsterdam.

d'histoire sociale, le séminaire du Cervip* s'intéresse à la « criminalité politique » et à toutes sortes de « violences politiques » – hormis, bien entendu, celles des États. Il publie des « notes et études » sur « l'islamisme révolutionnaire », « les Brigades rouges », la « clandestinité », « la lutte armée », le « FPLP », un *Atlas mondial de l'Islam activiste...* François Haut en devient le directeur et Xavier Raufer l'un des principaux intervenants. Ce séminaire permet jusqu'en 1993 de constituer divers réseaux d'influence et les premiers cercles d'une large communauté de professionnels du renseignement, de la surveillance, du contrôle et de la répression. Il pose les bases du futur DRMCC. C'est dans ce cadre que le réseau Raufer entame, au début de la décennie 1990, une propagande constante et intensive pour diffuser la notion de « zones grises ». Inspirée des nouvelles théories sécuritaires nord-américaines et fondée sur

* « Lieu d'étude de la criminalité politique à partir de l'information et du renseignement ouverts, le séminaire a été créé au printemps de 1986, à l'initiative du professeur Jean-Claude Soyer, comme enseignement spécialisé de l'Institut [de criminologie de Paris]. Depuis sa fondation, ce séminaire, [...] était réservé aux représentants en activité des diverses instances de l'État intéressées par la violence politique et à leurs invités étrangers. » www.drmcc.org

une métaphore aéronautique, celle-ci permet d'inciter à investir dans la sécurité intérieure comme on le fait déjà dans le domaine militaire. En présentant les quartiers populaires et certaines zones du « tiers-monde » comme des lieux de prolifération des « nouvelles menaces », elle est conçue pour combler le vide laissé par la disparition de la « menace soviétique ». Elle va constituer l'un des principaux paravents publicitaires de la bande à Bauer.

Depuis l'époque d'Occident, le réseau de Xavier Raufer est proche des services secrets nord-américains. Son travail d'influence consiste souvent à traduire certaines notions et théories sécuritaires anglo-saxonnes, étant entendu que ces notions définissent des marchés politiques et économiques de sécurité. On peut parler de notions-marchandises – principales productions du DRMCC. Ainsi, en 1993, François Haut revient d'un séjour à Los Angeles où il « a rencontré tous les acteurs de la lutte contre les bandes (policiers, magistrats, etc.) et a parcouru la “zone grise urbaine”^{*} ». Il publie à son arrivée une note pour le séminaire du Cervip intitulée « Los Angeles : les gangs et le dérapage vers

^{*}www.drmcc.org

le terrorisme urbain ». Il s'y empresse d'assimiler les quartiers populaires français aux « ghettos américains » et somme l'État d'écouter les « experts de l'insécurité » et d'investir rapidement dans la « sécurisation des cités » au risque de subir une forme de « terrorisme endogène » et de voir proliférer des « gangs violents ». Dès 1994, l'équipe Raufer-Haut se consacre à l'organisation d'une ou deux grandes conférences internationales par an* pour diffuser plus largement leurs notions-marchandises, diversifier leurs réseaux d'influence et se présenter comme des *experts internationaux*.

En 1997, le DRMCC prend donc la suite du séminaire du Cervip. L'autorisation de créer ce « département » est encore liée à l'intervention de Jean-Claude Soyer ainsi qu'à celle d'André Decocq. Tous les deux sont professeurs émérites de droit à l'université d'Assas et connus pour avoir été, en tant que conseillers du ministre de la Justice Alain Peyrefitte à la fin des années 1970, les principaux inspirateurs de la loi « sécurité et liberté », l'un des actes de naissance juridique du modèle sécuritaire français. Tous les deux sont des intervenants des « débats » du Club de l'Horloge.

* *Ibid.*

Jean-Claude Soyer est aussi connu pour s'être vigoureusement opposé à l'abolition de la peine de mort et parce qu'il milite continuellement pour un durcissement pénal contre « l'angélisme de gauche ». C'est lui qui demande en 1982 à Xavier Raufer de s'occuper du département « affaires terroristes » à l'université Panthéon-Sorbonne. Raufer vient alors de publier un livre qui lui ouvre de nombreuses portes, *Terrorisme, maintenant la France?* André Decocq est doyen honoraire de l'université de droit Lyon-III. Il a appartenu à la fois au SAC et à l'Union nationale interuniversitaire (UNI, droite anticommuniste*), et fut l'un des créateurs de Lyon-III, université conçue dans l'immédiat après-1968 et dirigée par une cohorte de professeurs militants à l'extrême droite**.

Le MCC est donc un pur produit de la collaboration des élites issues de l'extrême droite

* Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 123 ; Denis Rolland, Didier Georgakakis, Yves Déloye (dir.), *Les Républiques en propagande : pluralisme politique et propagande, entre déni et institutionnalisation, XIX^e-XX^e siècles*, L'Harmattan, 2006, p. 365.

** Elle a servi de terrain de prédilection et de base arrière à des professeurs et des étudiants d'extrême droite (du Club de l'Horloge, de l'UNI, du GUD, du Grece, du Clan, etc.). On y trouve André Varinard (ancien vice-président de Lyon-III), Pierre Vial (fondateur du Grece), Bernard Notin (membre du Grece), Jacques Marlaud (radio d'État de l'Afrique du Sud sous l'apartheid) ou Bruno Gollnisch du Front national.

anticommuniste et identitaire. Il va se développer parce qu'il permet de promouvoir des intérêts communs sur les marchés politique et économique de la sécurité.

En 2010, au département MCC, on trouve Emmanuelle de Bongain (qui porte donc le même nom que Xavier de Bongain-Raufer), responsable de la bibliothèque. Stéphane Quéré, documentaliste de l'entreprise d'Alain Bauer, déjà embauché par Raufer pour sa collection aux PUF, est chargé du « crime organisé ». Il combine un temps cette activité avec un poste de direction dans le groupe Suez et la présidence de la chaîne de télévision Paris Première, filiale de la même entreprise. Charles-Louis Favillier est responsable des « mafias et société civile ». Il est aussi le jeune dirigeant de la société de sécurité privée Executive Protection Service, située à Neuilly, et officier de réserve engagé comme expert juridique au sein de la délégation générale pour l'armement (DGA). Il participe à la société d'intelligence économique et de conseil en sûreté des entreprises Aconit, dont le cofondateur, Henri Hope, se présente, lui aussi, comme « chercheur au DRMCC ». Ce dernier est également

membre de l'American Society for Industrial Security (ASIS), un consortium international de professionnels de la sécurité. Il réalise des missions de conseil et d'assistance dans le domaine de la sécurité pour de grandes entreprises comme pour l'État français. Doron Levy est chargé de la « criminalité affectant les entreprises ». Ancien agent de sûreté, puis formateur en sûreté aéroportuaire pour la société ICTS, il a créé son cabinet Ofek Consulting en 2006, lequel *collabore* avec le MCC. Il est également porte-parole de l'Observatoire national de l'union française de la bijouterie, joaillerie et horlogerie. Ancien étudiant de Raufer, Doron Levy intervient avec ses collègues du DRMCC à l'École des officiers de la gendarmerie nationale où il anime le cours sur les braquages. Didier Paule est chargé de la « criminalité maritime » et de la « lutte antiterroriste ». Il dirige parallèlement Kargus Sea Interconnection, une entreprise de conseils, services et formation en sécurité maritime. Issu de l'École navale, il a servi durant trente ans au sein des forces spéciales de la marine, dans le domaine de la protection des installations portuaires et des navires. Il intervient dans l'enseignement militaire supé-

rieur (au Collège interarmées de Défense et au Centre d'enseignement supérieur de la marine) et s'implique dans la construction de scénarios de menaces et dans la gestion de crise pour l'armée.

On trouve encore au MCC un certain Christophe Naudin, présenté comme le responsable de la « criminalité identitaire et aérienne ». Ce dernier illustre clairement le rôle des appareils et des réseaux dans la production de peur et de contrôle. Le MCC lui permet d'acquérir une légitimité d'universitaire, de délimiter un marché (la « criminalité identitaire ») et une marchandise (les techniques de lutte contre cette « criminalité identitaire »). Après avoir soutenu au MCC – en 1999 – un mémoire intitulé « Les fausses identités. Une criminalité aux conséquences volontairement ignorées », il intervient dans la presse écrite, à la radio et à la télévision* grâce aux réseaux d'influence d'Alain Bauer et de Xavier Raufer**. Il utilise ces lieux comme des vitrines publicitaires pour mettre en garde contre le développement de cette « nouvelle criminalité identitaire ».

* Notamment dans l'émission d'Yves Calvi, « C dans l'air » sur France 5, où interviennent régulièrement les membres du DRMCC.

** Rappelons que Xavier Raufer a lui-même une fausse identité, puisque son vrai nom est Christian de Bongain.

Fondateur et P-DG dès 1997 du cabinet Sûreté international (*sic!*), il est devenu formateur pour la gendarmerie, la police nationale et la police judiciaire, il collabore aussi avec le Service de coopération technique international de police (SCTIP), la structure chargée de promouvoir et d'exporter les techniques et les matériels de police français à l'étranger. Il travaille parallèlement avec l'industrie de l'armement* dans le cadre de recherches sur les menaces NRBCE**. En 2005, il publie un livre intitulé *Alias. Du terrorisme international aux fraudes massives. Le nouvel empire des crimes d'identité* (éditions La Table ronde) puis en 2009 *Histoire de l'identité individuelle****, qui lui permettent de promouvoir la « biométrie multimodale » comme rempart face à l'« usurpation d'identité ». Selon lui, les États qui ne sauraient pas identifier parfaitement leurs citoyens et les étrangers sur leur territoire glisseraient dangereusement vers la « déstabilisation ». Christophe Naudin milite ainsi pour l'application de la biométrie dans le contrôle aux frontières****

* Commissariat à l'énergie atomique (CEA), EADS, Bertin technologies.

** Nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques et explosives.

*** Christophe Naudin, *Histoire de l'identité individuelle, d'hier et de demain*, Ellipses, 2009.

**** Dans la presse et dans ses écrits, il s'est positionné en faveur de la généralisation des tests ADN dans le cadre du regroupement familial.

et pour sa généralisation à tous les actes de la vie courante*, notamment grâce à l'« identification biométrique à très longue distance » via des drones équipés de technologies de reconnaissance faciale.

Nous avons déjà évoqué les coopérations de plusieurs membres du DRMCC avec les services secrets nord-américains. L'article de Wikipedia sur Christophe Naudin signale – sans références – qu'il aurait des relations « connues » avec les services de renseignements et aurait été soupçonné d'être un agent américain. Reste que l'« expert » a soutenu publiquement le président américain George Bush dès le début de la seconde guerre en Irak en 2002 en affirmant que l'Irak possédait des armes chimiques dont ni l'ONU ni personne n'a démontré la moindre trace...

Un document de l'émission « Envoyé spécial », sur France 2, qui lui est consacré en octobre 2010**, va jusqu'à expliquer précisément différentes manières de voler une identité ou de s'en fabriquer une, fournissant ainsi à une heure de grande écoute toutes les ficelles pour devenir un « criminel

* Déclaration au Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique, premières assises, École militaire de Paris, 30 juin 2010.

** « Voleurs de noms », reportage de Marc Garmirian et Manuel Guillon pour « Envoyé spécial », diffusé sur France 2, le 21 octobre 2010.

identitaire ». Dans ce même document, il est présenté comme un des très rares « criminologues » capables de fournir aux personnes morales ou physiques usurpées des moyens de prouver leur réelle identité. Les marchands de peur et de contrôle qui s'agitent pour dénoncer le développement d'une « criminalité » ont en l'occurrence tout intérêt à ce qu'elle progresse*.

Christophe Naudin illustre bien cette dynamique du *pompier-pyromane* qui caractérise l'activité des marchands de peur**. Il s'est spécialisé parallèlement dans la « sûreté aérienne » et se présente comme un spécialiste en « imagerie radioscopique de sûreté » et en « technologies de détection des nanotracés d'explosifs ». À ce titre, il a effectué en 2003 et 2005 des tests de sécurité dans les aéroports français, à la demande de l'Assemblée nationale. Il a trouvé une manière d'introduire des armes et des explosifs neutralisés à bord des avions et l'a mise à exécution. Là encore, il a délimité un « secteur de marché » en

* En soutenant publiquement le projet de Catherine Vautrin, vice-présidente de l'Assemblée nationale, visant à créer un délit d'usurpation d'identité dans le cadre de la LOPPSI (loi sur la sécurité intérieure), Christophe Naudin travaille à constituer le cadre juridique de son marché.

** À ce sujet, Nils Christie, *Crime Control as Industry*, *op. cit.*

créant lui-même une « criminalité potentielle » qui n'existait pas avant son intervention. Après une tentative d'attentat manquée contre un avion de ligne américain le 25 décembre 2009, Christophe Naudin s'est exprimé publiquement à plusieurs reprises pour la mise en place d'un système international de surveillance biométrique et pour la généralisation des scanners corporels, un marché de plusieurs millions d'euros. Est-il nécessaire de rappeler que sa société, Sûreté international, est spécialisée dans la protection du transport aérien ?

En plus d'un positionnement politique très proche des *néoconservateurs à la française*, les membres du DRMCC ont en commun un certain nombre de caractéristiques. Ils occupent des fonctions d'encadrement dans l'Université, la police ou l'armée et dirigent pour la plupart des entreprises de sécurité. Ils se spécialisent dans un secteur de l'idéologie sécuritaire (criminalité identitaire, terrorisme, violences urbaines, gangs, clandestinité, fondamentalisme...) et travaillent à promouvoir leurs idées et leurs méthodes dans les institutions et les entreprises qui produisent du contrôle. Le DRMCC leur sert de plateforme de rayonnement et d'influence.

Durant l'année universitaire 2004-2005, le département a ainsi noué un partenariat « scientifique » avec la revue *Défense nationale*, où paraît depuis une rubrique « Géopolitique et criminologie » animée par Xavier Raufer. La même année, la direction des affaires stratégiques du ministère de la Défense a confié au DRMCC deux études portant sur divers aspects de géopolitique criminelle et de sécurité du territoire national. En 2005, le DRMCC a commencé à collaborer avec l'École des hautes études de commerce (Edhec) – grande école de management française où Xavier Raufer intervient depuis le début des années 1980 – pour créer l'Institut de management des risques criminels (Imarisc), qui tente de former le monde de l'entreprise aux sciences criminelles... François Haut résumait cette stratégie dans un article de *Défense nationale* en mars 2005 : « Cette coopération, entre la revue *Défense nationale*, l'Imarisc et le "MCC", toute notre équipe la vit avec l'enthousiasme de voir se développer l'innovation, le réalisme d'une adaptation au monde concret par le décèlement précoce des menaces, l'esprit d'anticipation, et nous nous réjouissons de voir ainsi s'élargir le cercle de ceux qui ont choisi de ne pas subir. »

Le DRMCC est un consortium de concepteurs et de représentants en peurs sur le marché de la défense et de la sécurité, une structure de recherche et développement sur la chaîne de production du contrôle. Ces membres travaillent pour construire un réseau international de producteurs et de consommateurs de dispositifs sécuritaires (discursifs ou matériels) où ils occupent des positions dominantes.

« Outre la participation à des conférences internationales, le département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines a développé un réseau international de relations avec de nombreux spécialistes. Aux fins de formaliser et d'institutionnaliser ces relations déjà existantes, il s'est doté d'un "conseil scientifique international", avec les membres duquel il entretient des relations scientifiques suivies. De nombreux membres de ce conseil ont déjà animé des conférences organisées par le département* . »

Les «coopérateurs» de ce « conseil scientifique international » sont issus de l'ONU, d'Interpol ou de la CIA, des diplomaties, des armées, des polices, des instituts de criminologie et des grandes entreprises

*www.drmcc.org

de sécurité d'Arabie saoudite, de Syrie, d'Irlande, d'Italie, du Maroc, d'Algérie, de Chine, des États-Unis, de Belgique, du Royaume-Uni, de Roumanie, du Sénégal, d'Australie, d'Israël, de Russie, du Québec, de Suède, de Nouvelle-Zélande, d'Albanie, d'Espagne, de Colombie, des Pays-Bas... Ils permettent au MCC de situer des marchés à l'étranger, voire de les créer si leurs notions-marchandises arrivent à séduire/effrayer les clients potentiels. C'est ainsi que François Haut et Xavier Raufer expliquent les raisons de leur « conférence » au centre de police Château-Neuf d'Alger en 2006 : « La recherche du contact avec les professionnels qui ont eu à gérer une expérience de lutte contre la criminalité en général et le terrorisme en particulier [...]. Par professionnels, comprendre les agents de renseignements généraux, les magistrats et les policiers* . » Ce réseau international constitue un carnet d'adresses précieux dans le commerce de la peur et du contrôle. Mais le DRMCC n'est pas juste une association de colporteurs de la pensée sécuritaire, il donne à voir une facette de l'industrie internationale du contrôle, de ce marché qui s'autogénère à mesure que l'on

* Omar Sadki, « Ils conseillent l'anticipation. Des experts français en menaces criminelles à Alger », *Le Quotidien d'Oran*, dimanche 30 avril 2006.

invente de nouvelles *menaces*. Sur ce marché, les concepteurs/producteurs/diffuseurs occupent une place décisive naviguant entre les États, les entreprises et les banques.

Au début des années 1970, Louis Althusser a forgé le concept d'appareil idéologique d'État*, il désignait ainsi les institutions (l'école, mais aussi l'armée et l'Église) chargées de l'assujettissement à l'idéologie dominante, c'est-à-dire de dresser les corps et les esprits à se soumettre aux intérêts du système d'exploitation. Le MCC participe en quelque sorte à cette activité en distribuant les idées de l'ordre sécuritaire. Mais son activité consiste principalement à orienter les politiques publiques et les intérêts privés vers les marchés de la sécurité. Le MCC précise toujours qu'il agit pour conseiller « les entreprises et les États » et pour rendre visibles les « dangers et menaces réels du monde vrai** ». Il collabore directement avec l'armée, l'Université, la police, l'Assemblée nationale et des multinationales, mais il n'a pas la même fonction que les appareils idéologiques d'État. Ce sont les grands médias qui

* Louis Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, n° 151, juin 1970.

** www.drmmcc.org

s'emploient à diffuser les idées du DRMCC dans les mentalités collectives, pour « promouvoir l'esprit de défense et de sécurité dans la population ».

Le MCC doit être conçu comme un appareil idéologique de marché. On peut classer dans cette catégorie tous les instituts publics, privés ou hybrides de « recherche et étude » en « défense et sécurité » qui, en parallèle de leurs activités principales, participent à la conception et à la distribution des idées du marché du contrôle. Ces institutions prolifèrent dans un système où la peur est un marché politique et économique.

Les appareils idéologiques de marché assurent la mainmise du capital sur le fonctionnement des appareils idéologiques d'État. Ils sont caractéristiques de ce stade du capitalisme où le contrôle est devenu une activité économique, où le capital s'est saisi de la domination comme d'un secteur d'accumulation de profit et plus seulement un instrument de reproduction de la force de travail. Le concept principal développé par le DRMCC recouvre la logique du marché de la *sécurité*, il s'agit du « décèlement précoce ».

« Pour tous ceux que la sécurité intéresse professionnellement : comment faire pour qu'en

matière de menaces criminelles contemporaines, il ne soit pas, la prochaine fois, trop tard ? Une voie féconde est celle du décèlement précoce. C'est la voie choisie par le MCC. Dans ce contexte, ces entreprises doivent à l'évidence se protéger, se faire conseiller, apprendre à assurer elles-mêmes leur sécurité. Mais, avant de prévenir, d'optimiser ou de traiter, il leur faut déceler, détecter et disposer des moyens d'effectuer un diagnostic* . »

Clef de voûte du travail de lobbying du DRMCC, le « décèlement précoce » ne cherche pas à empêcher l'émergence de « nouvelles menaces », qu'il reconnaît d'ailleurs comme « imprévisibles et incontrôlables ». Il aurait en effet bien tort puisqu'il s'agit de son secteur de développement. Cette notion vise à définir des domaines susceptibles d'être déstabilisés et des « populations » potentiellement menaçantes, c'est-à-dire des secteurs à privilégier *d'urgence* pour investir dans la sécurisation, avant même qu'une *menace* ait pu en émerger. Il s'agit en l'occurrence de fabriquer des raisons d'investir contre des *menaces à venir*, là où elles *n'existent pas encore*.

Les appareils idéologiques de marché créent des notions permettant de désigner des *menaces*,

* www.drmcc.org

ils cherchent à *alerter* les dirigeants d'entreprises, d'États et de grandes banques, c'est-à-dire à les faire collaborer pour investir dans les dispositifs de sécurité des marchands de contrôle (dont la plupart des intervenants du DRMCC font partie). Les notions-marchandises forgées par le DRMCC sont souvent empruntées à la phraséologie des études postmodernes pour être détournées voire retournées. Elles confinent parfois au burlesque. « Hier structurées, les entités dangereuses sont aujourd'hui amorphes, parfois même acéphales », « la plupart d'entre elles sont, le plus souvent, nomades, déterritorialisées et transnationales », « de nature hybride » avec une « capacité de mutation rapide », explique-t-on sur le site du *département*. Pour résumer, « aujourd'hui l'ennemi est fugace, bizarre, incompréhensible – et tout aussi dangereux, sinon plus ».

L'une des fonctions principales de ces appareils idéologiques de marché consiste à fédérer des réseaux d'influence autour de notions, l'important n'étant pas le contenu (l'absence de contenu) de celles-ci, mais le fait de pouvoir se reconnaître et s'associer autour d'un langage commun qui délimite les frontières symboliques

du secteur. Les réseaux ainsi formés constituent l'architecture d'un marché transnational qui se nourrit des dépenses publiques des États, des capitaux des grandes firmes et des crédits financiers générés par les grandes banques. Ce marché est à la fois un secteur où des capitalistes collaborent pour faire fructifier leurs intérêts réciproques et un champ où ils s'affrontent pour occuper des positions dominantes. Ceux qui dominent parmi les marchands de peur sont ceux qui disposent des moyens de diffuser massivement leurs marchandises.

CHAPITRE III

YVES ROUCAUTE
ET LES *THINK TANKS* NÉOCONSERVATEURS
L'alignement sur les complexes militaro-industriels

« La multiplication des entreprises de sécurité est le symptôme de la nécessité de l'externalisation des actions sécuritaires non seulement pour les entreprises, mais aussi pour la puissance publique [...]. La sécurité globale exige assurément une action plus concertée des États et largement décentralisée avec le secteur privé pour définir en amont des priorités communes sur la sécurité et la résilience, et l'analyse de sa corrélation avec l'ensemble des engagements internationaux de l'Union, les résolutions de l'ONU, les principes affirmés au G8 et les activités de l'Otan. »

Yves Roucaute*.

Lors de l'inauguration de sa chaire de criminologie en février 2010, Alain Bauer cite à plusieurs reprises Yves Roucaute comme un des « amis » ayant fortement contribué à imposer leur

* Yves Roucaute, « Les fondements théoriques de la sécurité globale et la question des piliers de l'Union européenne », communication à la faculté de droit et de science politique, Paris-X, le 19 mars 2010, dans le cadre de l'IPSA International Conference, Luxembourg 2010.

vision du crime en haut lieu. Ce dernier avait signé en 2008 – aux côtés d’Alain Bauer et de Xavier Raufer – la déclaration « Une vocation nouvelle pour la criminologie », texte fondateur de ce « putsch » universitaire. Missionnaire du néoconservatisme* en France, Yves Roucaute incarne l’alignement idéologique de la bande d’Alain Bauer sur les stratégies d’influence des complexes militaro-industriels.

Le parcours d’Yves Roucaute est différent de ceux de Xavier Raufer et François Haut, il ne vient pas de l’extrême droite, mais son ralliement à l’idéologie sécuritaire s’opère aussi autour de l’anticommunisme. Né en 1953 à Paris, fils d’un éditeur communiste, Yves Roucaute adhère durant sa jeunesse à plusieurs organisations de gauche. Il devient vice-président de l’Union nationale des étudiants de France (Unef) et dirige l’Union des

*Le mouvement néoconservateur se constitue à la fin des années 1980 en se réappropriant les doctrines anticommunistes de la guerre froide. Il les redéploie au contact des doctrines de la *guerre globale au terrorisme et à l’islamisme*. Souvent assimilés à une « doctrine Bush » qu’ils ont largement inspirée, les « néo-cons » militent pour l’interventionnisme militaire des États-Unis sur toute la planète, la mise en place d’économies de marché ultralibérales et d’États autoritaires. Ce mouvement a organisé son influence autour de *think tanks* et d’ONG, et a été largement financé par le complexe militaro-industriel et les marchands de guerre et de sécurité. Il se camoufle derrière un discours du droit à l’ingérence pour répandre la *démocratie*.

étudiants communistes (UEC) à la Sorbonne. Il est un temps président de l'Institut Gramsci. À ce titre, il connaît l'importance de l'idéologie pour légitimer un système de domination*. Entré au Parti socialiste, il participe à la campagne de 1980 en faveur de François Mitterrand, puis s'écarte de la social-démocratie. Converti au libéralisme durant sa thèse, il opère son retournement anti-communiste dans le courant des années 1980**, alors qu'il est assistant à l'université de droit de Poitiers. Le titre d'« expert en gauchisme » va lui permettre, comme Xavier Raufer au début de sa carrière, d'intégrer les cénacles de l'anticommunisme atlantiste. Il se rapproche d'Alain Madelin et devient son conseiller en 1984. Ce dernier chemine aux côtés de Xavier Raufer et Hervé Novelli depuis l'époque où ils ont fondé ensemble Occident, puis lorsqu'ils ont été récupérés et reconvertis dans les réseaux de Georges Albertini et de l'Institut d'histoire sociale. En collaborant avec Madelin, Raufer et Novelli, Yves Roucaute

*Intellectuel communiste et théoricien critique, Antonio Gramsci a forgé le concept d'« hégémonie culturelle » qui désigne le processus par lequel les classes dominantes légitiment et perpétuent leur domination grâce au consentement de vastes couches des classes dominées.

** Il a expliqué cette *reconversion* dans Y. Roucaute, *Le Néoconservatisme est un humanisme*, PUF, 2005.

intègre les réseaux de l'IHS et de la propagande militaro-industrielle. Lorsque Alain Madelin obtient de Jacques Chirac le poste de ministre de l'Industrie sous la cohabitation de 1986*, il nomme Yves Roucaute conseiller technique.

Tout en devenant l'un des principaux théoriciens du « néoconservatisme en Europe », Yves Roucaute construit son influence au sein de l'Université, des médias et par le « conseil » aux gouvernements. Il intervient dans plusieurs journaux comme le *Wall Street Journal*, *Capital* ou *Le Figaro* – dont l'éditorialiste Yvan Rioufol appartient au même *think tank* que lui, l'Atlantis Institute. Il contribue à la revue *L'Esprit libre* de son ami Guy Sorman. Il dirige aussi pendant un temps la revue *Crises*. Il est successivement membre de plusieurs comités de rédaction (*Clarté*, *Vendredi*, *Maintenant*, *Non*, *L'Événement du jeudi* et *Alternances*) et se voit confier, de son propre aveu « par Jean-Pierre Elkabbach à la demande de Carignon », la direction des programmes culturels de la chaîne télévisée France 3, de 1994 à 1997.

* Rappelons que l'Institut d'histoire sociale, où Alain Madelin a été recruté, était financé par le grand patronat de l'industrie métallurgique. L'arrivée de Jacques Chirac à Matignon et la nomination d'Alain Madelin au ministère de l'Industrie confirment le succès de cette stratégie d'influence.

Yves Roucaute occupe de 1986 à 1993 un poste en « relations internationales et défense » à l'université de droit de Poitiers, par lequel il s'installe dans les réseaux de promotion de « l'esprit de défense et de sécurité ». Il continue à se positionner, via les réseaux d'Alain Madelin, aux croisements des droites atlantistes, libérales en économie et conservatrices sur le plan politique. Il va ainsi *conseiller* Alain Carignon puis Jacques Toubon en 1993-1994 et une nouvelle fois Alain Madelin en 1995. Il reprend ses fonctions à l'université de Poitiers entre 1998 et 2002. Il est alors nommé conseiller du ministre François Loos et obtient la direction du master de management du risque et du département relations internationales-sécurité-défense à l'université de Paris-X-Nanterre. Il participe à la fondation de l'Association des formations universitaires de défense, de relations internationales et de sécurité, un réseau national d'influence dans l'Université.

Yves Roucaute a été formé par les néoconservateurs dans le courant des années 1980, il raconte comment il a rencontré Norman Podhoretz et la façon dont ils sont devenus « amis* ».

*Yves Roucaute, *Le Néoconservatisme est un humanisme*, *op. cit.*

Considéré comme le père fondateur du mouvement néoconservateur aux États-Unis, Norman Podhoretz est, au début des années 1980, conseiller de l'US Information Agency (USIA), l'organe d'influence extérieure du département d'État. Cette agence œuvre pour « comprendre, informer et influencer les publics étrangers afin de promouvoir l'intérêt national* ». Elle n'a cessé depuis sa fondation, en 1953, de promouvoir les intérêts du complexe militaro-industriel nord-américain, l'anticommunisme en Europe en général et les gauches libérales en particulier**. Podhoretz est aussi l'un des mentors du Hudson Institute, un *think tank* important fondé par des membres de la Rand Corporation en 1961 pour promouvoir le libre-échange et la sécurité nationale, consolider l'atlantisme en Europe, et depuis le début des années 2000 *contrer l'islamisation*.

Grâce son *amitié* avec Norman Podhoretz et Alain Madelin, Yves Roucaute contribue à l'Hudson Institute et à d'autres *think tanks* néo-conservateurs européens comme l'Institut de

* Sur l'ancien site de l'USIA, disparue en 1999 : <http://dosfan.lib.uic.edu/usia/usiahome/oldoview.htm#overview>

** Voir par exemple F. Ninkovich, *US Information Policy and Cultural Diplomacy*, Foreign Policy Association, *Headline Series*, n° 308, juin 1996.

l'Europe libre ou l'Atlantis Institute, dans lesquels s'investissent des membres de l'Hudson Institute. Yves Roucaute est progressivement intégré à un large réseau d'appareils idéologiques alignés sur les intérêts des complexes militaro-industriels américains et/ou français. Il entre notamment à l'Institut Turgot, doublon en France du Hudson Institute, où il collabore avec Norman Podhoretz et Alain Madelin, mais aussi Corentin de Salle (directeur de l'Atlantis Institute) ou Claude Bébéar (P-DG d'Axa assurances, considéré comme l'un des principaux financiers du grand patronat français).

Yves Roucaute est un membre important de l'Atlantis Institute, boîte à idées atlantiste comme son nom l'indique, où l'on trouve Frédéric Encel, idéologue sécuritaire et «consultant» pour des entreprises publiques et privées, ainsi qu'Yvan Rioufol, éditorialiste du *Figaro* ou Pierre Rigoulot, recruté en 1984 à l'Institut d'histoire sociale et rédacteur en chef de sa revue depuis 1993.

Yves Roucaute participe aussi à la revue *Le Meilleur des mondes*. Créée en 2006, elle est l'une des principales plateformes du mouvement néoconservateur en France. Elle dépend du Cercle de l'Oratoire, un *think tank* français

aligné sur le PNAC (Project for a New American Century), un autre appareil d'influence du complexe militaro-industriel nord-américain, dont l'un des principaux cerveaux est encore Norman Podhoretz. De nombreux « amis » du réseau d'Alain Bauer participent à la revue *Le Meilleur des mondes*, comme Jean Chalvidant (vieux camarade de Rauffer depuis l'époque d'Occident, ancien de *L'Élite européenne*, membre du DRMCC), Frédéric Encel ou Ilios Yannakakis (Atlantis Institute)... Parmi les éditeurs du *Meilleur des mondes*, on retrouve deux responsables de l'Institut d'histoire sociale : Pierre Rigoulot (Atlantis Institute) et Stéphane Courtois. La revue compte de nombreux relais dans les médias dominants et s'est aménagée des niches spécifiques, sur Arte par exemple. Le directeur de la revue, Michel Taubmann, était directeur d'Arte Info. Antoine Vitkine, réalisateur pour Arte, et Daniel Leconte, producteur et présentateur de soirées Thema sur Arte, participent aussi à la revue. Ce dernier utilise ses émissions pour propager les thèmes favoris des néoconservateurs : éloge de la puissance militaire des États-Unis, des interventions armées en Irak, en Afghanistan ou en Iran,

dénonciation d'une alliance de l'extrême gauche et de l'extrême droite, de la montée des « insécurités » et de « l'islamisation de l'Occident »... Sur France 5, l'émission « C dans l'air » accueille régulièrement les principaux membres de la bande d'Alain Bauer et de la revue *Le Meilleur des mondes*. Celle-ci réunit la mouvance néoconservatrice, elle s'inscrit par ses principes et ses membres dans les prolongements de l'Institut d'histoire sociale. Comme toutes ces structures, elle travaille pour promouvoir l'alignement des gouvernements et des opinions publiques européennes sur les doctrines économiques et stratégiques des complexes militaro-industriels (nord-américains et/ou européens*).

À la fin des années 1990, Yves Roucaute est devenu un proche de Nicolas Sarkozy et de Claude Guéant, éminence grise du futur chef de l'État. Ces derniers incarnent le succès des thèses néoconservatrices au sommet de l'État et la montée en puissance de leurs idées dans la bourgeoisie internationale. En 2003, ils nomment Yves Roucaute à la direction des *Cahiers de la sécurité*, revue de

*À ce sujet : Evelyne Joslain, *L'Amérique des think tanks. Un siècle d'expertise privée au service d'une nation*, L'Harmattan, 2006.

l'Institut des hautes études de sécurité intérieure (IHESI) devenu l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ). Ils confient une fonction d'administrateur de l'Institut à... Alain Bauer. Ces postes permettent à Bauer et Roucaute de publier des *études sur la défense et la sécurité* frappées du sceau de la légitimité d'État. Ils y placent leurs amis et leurs idées.

En 2006, Yves Roucaute fonde sa propre revue « libérale et néoconservatrice », *Éclair mag*, où interviennent ses « amis ». Il synthétise la ligne idéologique du magazine dans l'édito du premier numéro. Roucaute y dénonce « l'antiaméricanisme », « l'islamisme [qui] nous a déclaré une guerre mondiale », « l'insécurité », les « menaces intégristes contre la laïcité », l'« antisémitisme mondain de la gauche intellectuelle dissimulé derrière l'antisionisme », les « menaces terroristes » portées par l'Iran, l'Irak ou l'Afghanistan, le « racisme anti-Blanc », les « quartiers mis en coupe réglée par la racaille », l'« assistanat », la « traque des entrepreneurs », les « impôts » et les « charges sociales* ». Souvent invité sur France 5 dans l'émission « C dans l'air » ou sur Radio Courtoisie,

* *Éclair mag*, « La France est foutue », n° 1, juin 2006.

Yves Roucaute a pour credo d'y promouvoir ces thématiques. Il se mobilise politiquement et médiatiquement pour soutenir l'entrée en guerre des États-Unis en Irak et dénonce le « pacifisme français ». Il considère même comme « antiaméricaine » la critique des systèmes de torture à Abou Ghraib et à Guantanamo*.

Il faut comprendre que cette stratégie d'influence est totalement mêlée à ses activités de promotion des marchés de la sécurité au sein de la bande d'Alain Bauer. Yves Roucaute résume à sa manière l'unité idéologique qui fait défendre les intérêts des complexes militaro-industriels et le développement des marchés privés de la sécurité. Sa communication au sommet européen de la sécurité privée, le 15 décembre 2008, le résume clairement :

« Il y a une sorte de montée par en bas de quelque chose qui déstabilise ce mythe de l'État tout-puissant. C'est bien sûr la naissance et le développement de cette exigence de droit à la sécurité et, au fond, c'est un appel énorme à une offre. Puisque c'est une demande énorme de

*Yves Roucaute, « Guantanamo : pour en terminer avec la propagande antiaméricaine », *Le Figaro*, 7 juin 2006.

la population, ce droit à la sécurité, eh bien ça conduit à des offres de services multiples, au fond, il y a des demandes qui viennent de la population et, paradoxalement j'ai envie de dire, plus les droits de l'homme s'imposent, plus le droit humanitaire s'impose et plus il y a ce sentiment qu'on a des droits à la sécurité, et quand je dis à la sécurité, c'est lié bien sûr à un deuxième processus, le concept de sécurité globale. [...] Vous voyez qu'en ouvrant ainsi ces demandes (de sécurité), en même temps, on ouvre des marchés multiples. [...] L'État ne peut pas répondre à toutes ces demandes, il est dans l'incapacité d'y répondre [...]. On a donc une privatisation de la sécurité qui s'impose et qui est appelée, j'ai envie de dire, par l'ordre du monde et le développement naturel du monde [...]. L'État doit aussi inciter, impulser [...] en aidant les formations, en aidant les certifications par exemple [...]. Peut-être appartient-il aux États d'impulser des politiques économiques qui permettraient moins d'émiettement [...]. Pour finir, je pense que le partenariat, c'est la clef pour l'avenir. »

Yves Roucaute intervenait après la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie. Ancienne ministre

de la Défense, elle a complètement intégré les stratégies d'influence des industries de la défense et de la sécurité, et s'y est conformée. Elle explique que « pour répondre à la demande de sécurité de nos concitoyens [...], la sécurité privée doit prendre encore plus de place dans la lutte contre l'insécurité », mais que « l'État demeure l'architecte de la sécurité globale ». L'intervenant qui succède à Yves Roucaute n'est autre qu'Alain Bauer. Il vante la « coproduction de sécurité ». Yves Roucaute prêche, lui, pour une « sécurité globale » et « l'hybridation de la sécurité ». Toutes ces notions-marchandises, en vogue à la fin des années 2000, font partie des produits haut de gamme vendus par la bande d'Alain Bauer. La « sécurité globale » incite à investir à la fois dans la sécurité et dans la défense, c'est-à-dire à alimenter les marchés du contrôle et ceux de la guerre, tandis qu'« hybrider » la sécurité suggère que l'État cède à la fois des secteurs du contrôle aux capitaux privés et soutienne financièrement le développement d'un secteur privé*. La « coproduction de sécurité » engage à faire collaborer la population avec la police pour rationaliser et rentabiliser la production de contrôle. Le gouvernement Sarkozy et

*www.securite-privee.org/discours-yves-roucaute-professeur.html

la bande à Alain Bauer sont associés et alignés sur les intérêts des marchands de guerre et de contrôle. En 2008, Michèle Alliot-Marie avait d'ailleurs choisi Yves Roucaute pour diriger le rapport sur « Le marché de la sécurité privée en France », commandé par le ministère de l'Intérieur.

En mars 2009, Yves Roucaute et Alain Bauer dirigent la publication de deux numéros *best-of* des *Cahiers de la sécurité*, traduits en espagnol et en anglais. On y trouve une introduction de Roucaute, puis un article de François Haut et Henri Hope (tous les deux du DRMCC) sur les « bandes dans les violences urbaines » et un article de Xavier Rauffer sur les « bandes juvéniles du crime organisé... »*. L'édito de ce numéro synthétise bien les stratégies générales (rayonnement, influence, infiltration) de la mouvance sécuritaire :

« Les *Cahiers de la sécurité* sont devenus en quelques mois, sous la direction du professeur Yves Roucaute, la première revue de sécurité globale francophone et une revue scientifique de référence nationale et internationale. Ses numéros sur la délinquance des mineurs en France et à l'étranger, les risques environnementaux, la sécurité économique,

* *Cahiers de la sécurité*, numéro spécial, INHESJ, mars 2009.

la criminalité numérique, le fléau de la drogue, les organisations criminelles et les nouveaux territoires de la sécurité ont été produits par des spécialistes de renommée nationale ou internationale selon les sujets, dans la seule considération de l'objectivité scientifique. Ils ont été applaudis par les milieux professionnels de la criminologie et de la sécurité globale. Ils ont conduit à décupler le taux d'abonnement et à multiplier le taux de lecture [...]. [Les *Cahiers de la sécurité* reprennent] les propositions de réformes élaborées sous la direction de notre collègue Alain Bauer, membre du comité scientifique de la revue. La nouvelle direction a construit un réseau exceptionnel de scientifiques qui s'étoffe régulièrement, et qui participe au comité de rédaction ou au conseil scientifique. L'objectif est d'ores et déjà atteint d'un plus grand réseau mondial de centres scientifiques. Ce réseau couvre l'ensemble du territoire national où il associe les plus grandes universités et il commence à se développer vers les grandes écoles. Il couvre toute l'Europe francophone. Le réseau s'est développé au Québec à partir de Montréal, en Catalogne et en Italie. En Amérique latine, il est présent en Colombie, au Brésil et au Chili. On le trouve également aux États-Unis et en

Australie. Des contacts sont lancés pour poursuivre la construction de ce réseau scientifique, en particulier en Europe et en Afrique francophone*.

Comme le montre ce texte, l'idéologie sécuritaire se produit et se diffuse sur le même principe que les techniques d'influence culturelle de la *diplomatie publique*. Il s'agit d'organiser de vastes réseaux de rayonnement pour promouvoir des notions-marchandises. La bande d'Alain Bauer fonctionne sur le même principe que l'US Information Agency. Le parcours d'Yves Roucaute montre que les idéologues sécuritaires et les complexes militaro-industriels ont non seulement des intérêts en commun, mais une histoire, des agents et des techniques. Ils en dérivent historiquement et socialement.

* Site Internet des *Cahiers de la sécurité*, www.cahiersdelasecurite.fr.

CHAPITRE IV

ALAIN BAUER

ET LE CONSORTIUM DE LA PEUR

La superstructure idéologique du capitalisme sécuritaire

« Le crime n'est pas en récession. C'est un secteur extrêmement porteur. Il faut investir dedans. La crise est un accélérateur du crime. Elle lui ouvre des perspectives en lui donnant, couplé aux nouvelles technologies, de nouvelles opportunités. »

Alain Bauer*.

Alain Bauer, comme Yves Roucaute et de nombreux néoconservateurs, vient de la gauche libérale et anticommuniste. Comme eux, sa formation politique lui a fourni une connaissance théorique des mécanismes du capitalisme. Il a saisi très tôt la puissance dont disposeraient les marchands de peur et les marchands de sécurité en société de contrôle. En combinant ces deux marchés, il a conquis des positions qui lui permettent désormais de dominer en partie le secteur idéologique de cette industrie.

* Philippe Plassart, « Alain Bauer, criminologue », *Le Nouvel Économiste*, 21 janvier 2010, p. 12.

Né le 8 mai 1962 à Paris dans une famille de bourgeois du textile, il adhère au Parti socialiste dès l'âge de 15 ans et va s'investir dans la construction de la gauche anticommuniste. Lui qui s'est toujours proclamé « antistalinien primaire » dévore à cette époque les livres des éditions de Moscou ou de Pékin*. Trois ans plus tard, en 1980, il participe à la fondation des Jeunesses rocardiennes aux côtés de Manuel Valls et Christian Fouks – dont nous reparlerons. À l'université, il entre dans la nouvelle Unef-ID, fédération syndicale étudiante regroupant les gauches non communistes, et commence à évoluer dans les réseaux élitistes abrités par certaines loges franc-maçonniques comme le Grand Orient de France.

À l'instar d'Yves Roucaute, Alain Bauer entame des études de droit qui le mènent vers les « questions de défense et de sécurité ». Il obtient à 20 ans – en 1982 – le titre d'administrateur délégué de l'Institut national supérieur d'études de Défense (Insed). Dans le même temps, il se fait élire – par l'Unef-ID – à la vice-présidence étudiante de la Sorbonne et à l'administration

*Bertrand Fraysse, « Passeur. Portrait d'Alain Bauer, homme de réseaux », *Challenge*, 29 novembre 2007. <http://www.challenges.fr/magazine/encouverture/0102.4205/>

de la Mutuelle nationale des étudiants de France (Mnef), postes qu'il occupe jusqu'en 1988*. Il raconte comment cette formation syndicale lui a permis d'acquérir « une appréhension tactique du terrain » qu'il recommande à tous les chefs d'entreprise concernés par la « lutte contre le crime** ». L'année suivante, en 1983, il devient membre du conseil de la chancellerie des universités de Paris. À mesure qu'il s'acculture aux idéologies des complexes militaro-industriels, il s'approche des milieux atlantistes et s'élève dans la hiérarchie de la gauche de gouvernement, via les réseaux de Michel Rocard. « Au début des années 1980, je me suis aperçu des limites de l'engagement politique, dans lequel l'important n'était pas ce que l'on disait, mais l'endroit d'où on le disait*** », explique-t-il au sujet de sa stratégie d'influence. Celle-ci va payer.

* Avec son ami Manuel Valls, ils seront mis en cause dans « l'affaire des détournements de fonds de la Mnef » dans les années 1990.

** « Il faut de la souplesse d'esprit et une appréhension tactique du terrain, celle par exemple qu'acquière les militants syndicaux ou politiques. Ceux-là appréhendent correctement le présent tout en ayant une conception idéologique suffisamment forte pour structurer leur action sur la durée. Une disposition d'esprit particulièrement adaptée au crime. Les chefs d'entreprise devraient faire plus de syndicalisme étudiant quand ils sont jeunes pour s'exercer à cette nécessaire réactivité. » Philippe Plassart, « Alain Bauer, criminologue », *Le Nouvel Économiste*, op. cit.

*** Gaël Tchakaloff, « Alain Bauer, propos en tablier », *Le Nouvel Économiste*. <http://www.nouveleconomiste.fr/Portraits/1292-Bauer.html>

Dans le courant des années 1980, le grand patronat industriel doit s'assurer une production idéologique répondant à ses intérêts sous un gouvernement de social-démocratie. L'ascension d'Alain Bauer s'inscrit à l'intérieur d'une dynamique de recrutement d'idéologues issus de la gauche anticommuniste. Durant cette période, il continue sa formation militaire, fait du lobbying politique dans l'ombre du cabinet de Michel Rocard* et administre la Mnef aux côtés de Manuel Valls.

En 1988, Michel Rocard devient Premier ministre et fait nommer Alain Bauer en tant que chargé de mission auprès de son directeur de cabinet Jean-Paul Huchon. Il s'occupera des questions de police en particulier. Il se tourne alors vers les « affaires », devient en 1990-1991 conseiller chez Air France, puis entre au groupe Sari Serri où il est responsable des gigantesques chantiers immobiliers du World Trade Center Paris-La Défense. Il est alors nommé directeur du

* « Entre 1981 et 1986, je participais à l'organisation de la résistance contre les manœuvres destinées à détruire ce que représentait Michel Rocard. Nous avions des cartes d'accès et des responsabilités relatives et imprécises, qui permettaient de faire cela, comme dans tout cabinet ministériel qui se respecte. » Gaël Tchakaloff, « Alain Bauer, propos en tablier », *op. cit.*

département de contrôle financier puis administrateur de Sari Services en 1992-1993. La société se fera plus tard connaître pour des scandales financiers. Il est ensuite nommé à la tête de Cnit Com et devient secrétaire général du World Trade Center Paris-La Défense, puis membre de la commission juridique internationale de la World Trade Center Association. C'est à cette période qu'il est approché et recruté par la Science Application International Corporation (SAIC), la « machine de guerre privée et secrète du Pentagone et de la CIA » décrite comme un « État dans l'État* ».

Créée en 1969, cette firme géante et extrêmement influente est longtemps restée méconnue, même aux États-Unis. Elle assure en effet les principaux besoins industriels et les « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (NTIC) pour le compte du Pentagone et au service du complexe militaro-industriel nord-américain. Elle absorbe et dirige en partie les marchés publics de la guerre aux États-Unis. La SAIC a par exemple réalisé la cartographie numérique des États-Unis, la sécurisation du système

*James Steele et Donald Barlett, « Washington's \$8 Billion Shadow », *Vanity Fair*, octobre 2009.

informatique du département de la Défense, la conception des centres de commandement C4I de guerre navale et spatiale ou la plus importante banque de données criminelles pour le FBI, qui a permis de ficher 38 millions d'*individus suspects*. Cette vitrine des services secrets américains est administrée par d'anciens directeurs de la CIA et d'anciens secrétaires de la Défense. C'est dans ces réseaux qu'elle recrute afin d'imposer son influence dans les secteurs décisionnels de l'administration, des renseignements et de la Défense. C'est ce qu'elle va faire avec Alain Bauer. Ce dernier effectue ainsi en 1993 un stage de six mois à San Diego, au siège de la SAIC*. À la suite de cette formation, il obtient la vice-présidence de la SAIC-France et commence à prôner des méthodes répressives directement inspirées des thèses néoconservatrices nord-américaines. Il développe dans les années qui suivent le même type de marchés en France : cartographie de la délinquance, systèmes de fichage de la criminalité et de la population en général, centralisation des instituts de sécurité et de défense... La SAIC

* Noël Blandin, « Qui est Alain Bauer ? », *La République des Lettres*, 10 février 2009.

avait obtenu du département de la Justice le programme de formation et d'assistance technique aux polices étrangères (International Criminal Investigate Training Assistance Programm – ICITAP), activité de promotion des technologies policières nord-américaines. En France, c'est le Service de coopération technique international de police (SCTIP) qui assure cette fonction à l'étranger pour le compte des industries françaises*. Comme l'ICITAP n'est pas présent sur le territoire français et qu'il entre en concurrence avec le SCTIP, c'est la SAIC-Europe qui s'en occupe, laquelle est dirigée par Alain Bauer.

En 1994, il quitte le Parti socialiste**, mais continue à participer à des commissions de réflexion. Après le scandale immobilier des affaires de la Sari (concernant la construction de La Défense), des maires rocardiens demandent pourtant son « expertise en sécurité urbaine ». Face à la montée électorale du FN, la gauche cherche à s'appropriier les thématiques de l'extrême droite et notamment la lutte contre « l'insécurité ».

* On trouve d'ailleurs à la tête du SCTIP, l'ami et collaborateur d'Alain Bauer, Émile Perez, avec lequel il publiera plusieurs ouvrages sur la police et les méthodes nord-américaines.

** Gaël Tchakaloff, « Alain Bauer, propos en tablier », *op. cit.*

Alain Bauer va alors s'occuper de la sécurisation de la ville de Vitrolles. Il fait notamment investir dans un système de vidéosurveillance*. La récupération des thèmes de l'extrême droite fonctionne au point que Vitrolles voit dès 1995 une percée historique du FN, lequel finit par prendre la mairie.

Il avait créé pour l'occasion une entreprise à son nom, AB Associates, qu'il a domiciliée à proximité de la SAIC-Europe au Cnit-La Défense. Désormais conscient et convaincu par les perspectives économiques et politiques des marchés de la criminalité et du contrôle, il pérennise sa firme de « conseil et formation en sécurité urbaine ». Il quitte alors la vice-présidence de la SAIC-Europe et en devient « senior consultant ». Il intègre dans sa nouvelle entreprise une dizaine d'amis qu'il nomme « consultants ». On y trouve ainsi Nathalie Soulié, épouse de Manuel Valls, au poste de secrétaire. Manuel Valls milite dès lors activement pour que les municipalités de gauche investissent dans la *sécurité urbaine*.

De 1996 à 1997, Alain Bauer participe à la 7^e session des auditeurs de l'Institut des hautes études

*Fort de son succès, Alain Bauer se fait nommer à la commission départementale des systèmes de vidéosurveillance de la préfecture du Nord en 1997.

de sécurité intérieure. Il s'y construit un large réseau de collaborateurs dans le domaine de la *sécurité urbaine*. Il se rapproche à cette occasion du commissaire Richard Bousquet, délégué du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), avec lequel il continuera à collaborer régulièrement, notamment à travers des ouvrages sur la criminalité*.

En 1997, Alain Bauer mène la réflexion du Parti socialiste sur la sécurité. Celui-ci gagne les législatives au printemps. Sitôt formé, le gouvernement Jospin fait appel à Alain Bauer pour mettre sur pied, sous l'égide du nouveau ministre de l'Intérieur Jean-Pierre Chevènement, le colloque de Villepinte qui se tiendra dès la rentrée. Son intitulé constitue tout un programme : « Des villes sûres pour des citoyens libres. » Ce colloque consacrerait la conversion du PS à l'ordre sécuritaire. Les recommandations d'Alain Bauer vont alors être mises en œuvre, notamment les *contrats locaux de sécurité* qui doivent réunir tous les *acteurs de la sécurité* d'une municipalité autour des *experts*. Et pour cela, les maires doivent d'abord réaliser un *diagnostic de*

* Laurent Bonelli, « Quand les consultants se saisissent de la sécurité urbaine », *Savoir/Agir*, n° 9, septembre 2009, p. 17-28.

sécurité et des *enquêtes de victimation* pour mesurer le *sentiment d'insécurité*. AB Associates va proposer ces services, c'est-à-dire les vendre et devenir l'une des principales firmes établissant des « diagnostics de sécurité » auprès des municipalités françaises. Des centaines de villes vont investir. Face à l'explosion de la demande, l'IHESI est débordé, ce qui permet à AB Associates de facturer ses « audits » de 100 000 à 900 000 francs. D'autres types de clients vont affluer dans différents secteurs : collectivités territoriales, HLM, réseaux de transport, sociétés publiques ou privées (Axa, EDF, Lagardère...). L'entreprise multiplie ses bénéfices par cinq et atteint un chiffre d'affaires de plus de deux millions d'euros par an (plus de 13 millions de francs)*.

Les réseaux d'*acteurs de la sécurité* réunis à l'IHESI vont permettre à Alain Bauer d'élargir considérablement son carnet d'adresses et d'être introduit dans de nouveaux milieux**. Il commence ainsi, dès 1998, à intervenir dans le DESS *Ingénierie de la sécurité* que l'IHESI mène en partenariat avec la fac de Paris-V. Alain Bauer obtient

* Laurent Bonelli, « Le cheval de M. Sarkozy », *Le Monde diplomatique*, février 2009. Portail de l'intelligence économique : <http://www.portail-ie.fr/details/ab-associates.html>

** Laurent Bonelli, « Quand les consultants... », *op. cit.*

la même année un enseignement à Sciences-Po dans le module « Sûreté urbaine » du programme « Métiers de la ville » et intervient de plus en plus fréquemment dans les écoles supérieures de la police et de la gendarmerie. Ses réseaux universitaires vont se multiplier et se diversifier. Désormais associé publiquement au clan Raufer, au DRMCC et à l'Institut de criminologie, il intervient alternativement à Paris-I, Paris-II et Paris-V, à l'École nationale de la magistrature, au Centre national de protection et de prévention... Il publie une série d'ouvrages sur la *criminalité* et les *violences urbaines* qu'il cosigne avec différentes personnalités qui lui ouvrent chaque fois une porte sur leurs différents réseaux. Xavier Raufer édite, grâce à ses responsabilités aux PUF notamment, plusieurs ouvrages qu'il cosigne avec Alain Bauer, notamment *Violences et insécurité urbaines*, grand « succès » qui propulse désormais le binôme à la télévision aux heures de grande écoute.

Durant ces mêmes années, de 1996 à 1999, il continue son ascension dans les réseaux de la franc-maçonnerie, en conseillant en particulier Philippe Guglielmi au sein du Grand Orient de France, la plus ancienne et la plus importante

loge française. Il réussit à se faire nommer, en 2000, grand maître du Grand Orient, ce qui lui permet de dominer le champ de la mise en réseau dans le monde politique, policier et des affaires, et de s'imposer sur un marché de l'idéologie sécuritaire où les oppositions droite-gauche n'ont plus aucune consistance. AB Associates continue de s'approprier les marchés publics de sûreté urbaine en profitant des stratégies d'influence de son P-DG. Ainsi, le 21 novembre 2001, des maires sont réunis à Paris par l'Association des maires de France pour un grand symposium sur la sécurité. Face à eux, Alain Bauer explique que pour être réélu, il faut répondre visiblement aux *attentes de sécurité* des habitants, donc investir dans des audits puis dans des plans de sécurisation. Les clients d'AB Associates se sont par ailleurs multipliés et largement diversifiés. Après avoir *sécurisé* le Cnit, plusieurs tours de La Défense et le groupe Sari-France, l'entreprise a *conseillé* le Louvre, la Foire internationale de Marseille, le conseil général des Hauts-de-Seine et la Préfecture de police de Paris, le PSG, Alcatel, LVMH, Cartier, France Télévision, Airbus, EADS...

Cette stratégie repose aussi sur la possibilité d'intervenir fréquemment à la télévision aux heures de grande écoute, pour se faire connaître et promouvoir ses notions-marchandises. Alain Bauer est disponible, manie le langage médiatique et détient un carnet d'adresses décisif. Entre janvier 1999 et mai 2009, il aura été invité 47 fois sur des chaînes hertziennes et près de 80 fois dans des stations de radio nationales*. Avec Xavier Raufer, ils sont devenus les *experts classiques* de plusieurs émissions des principales chaînes de télévision. Dans le même temps, un nouvel ordre du discours, sécuritaire et nationaliste, s'est imposé dans les médias de masse. Il fait résonner les notions-marchandises de la bande à Alain Bauer et des idéologues du contrôle en général dans les *mentalités collectives*. Bien que limitée, circonscrite et confrontée à de larges résistances, cette chape de plomb médiatique va fournir la dimension culturelle indispensable au développement du capitalisme sécuritaire.

Bauer continue son travail d'influence à travers plusieurs ouvrages sur la police et notamment les méthodes et théories nord-américaines.

*Laurent Bonelli, « Quand les consultants... », *op. cit.*

Il publie avec Émile Perez* et le soutien des PUF *L'Amérique, la violence, le crime : les réalités et les mythes* en 2000, puis *Le Crime aux États-Unis* et *Les Polices aux États-Unis* en 2003.

Le binôme Bauer/Raufer se spécialise dans un travail d'import/export des concepts sécuritaires néoconservateurs nord-américains et des expérimentations européennes. Il met en place une sorte de commerce triangulaire entre Paris, New York (Center of Terrorism du John Jay College of Criminal Justice) et Pékin (à l'académie de police criminelle de Chine et à l'université de droit).

Alain Bauer s'est dès lors fortement rapproché des réseaux de Nicolas Sarkozy. Devenu ministre de l'Intérieur, ce dernier crée à sa demande l'Observatoire national de la délinquance et lui en attribue la présidence. Cette fonction fournit officiellement à Alain Bauer certaines commandes du secteur public de l'idéologie sécuritaire et lui donne la possibilité d'impulser des transformations à l'intérieur du champ. Dès juillet 2004, Bauer révèle à Sarkozy, patron de l'UMP, que son

* Commissaire issu des renseignements généraux, formé à l'IHESI la même année que Bauer, responsable pour le SCTIP de la promotion des techniques et matériels de police français aux États-Unis et au Canada et en charge de la formation de la police nationale française.

nom figure sur les listings de Clearstream, une firme de blanchissement international qui va faire parler d'elle*. Les bureaux d'AB Associates seront perquisitionnés durant l'enquête.

Connectant les réseaux Rocard et Sarkozy, il est désormais le « monsieur Sécurité » de la gauche et de la droite, un « *go-between* entre les mondes économique, politique, médiatique et judiciaire » selon la revue *Challenge*** . Ce statut révèle, s'il en était encore besoin, la fin d'une opposition des partis de gouvernement sur le thème de la *sécurité* et l'efficacité de cette stratégie des complexes militaro-industriels consistant à favoriser leurs idées sous n'importe quel régime.

« Les mondes – économique, politique, médiatique, judiciaire – se sont écartés. Les passerelles sont devenues d'autant plus importantes qu'elles sont plus rares. Alain joue ce rôle-là », explique Stéphane Fouks, son vieil ami, magnat de la publicité et de la communication. Alain Bauer est nommé cette même année administrateur de l'Institut Alfred-Fournier, puis prend l'année suivante des fonctions dans l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

* Bertrand Fraysse, « Passeur. Portrait d'Alain Bauer, homme de réseaux », *op.cit.*

** Bertrand Fraysse, *op. cit.*

Durant la campagne pour la présidentielle de 2007, il conseille Nicolas Sarkozy sur les questions de délinquance, de sécurité, de banlieue et de justice. Il l'aide à préparer ses émissions de télévision. Sarkozy, qui incarne parfaitement l'alignement sur les stratégies et les intérêts nord-américains en Europe, est élu président de la République. Il place Alain Bauer à la tête de la commission nationale de vidéosurveillance, chargée de superviser le développement de cette industrie dans laquelle la bande d'Alain Bauer s'investit depuis la fin des années 1990.

Alain Bauer n'est plus seulement le vecteur des intérêts et des idées des marchands de contrôle, mais un véritable agent de mise en réseau, à la fois fusible, domino et circuit intégré indispensable au fonctionnement du consortium de la peur.

Mais la présidence de Nicolas Sarkozy va aussi consacrer Alain Bauer comme l'un des architectes d'une transformation de l'État autour des intérêts des industries publiques et privées de la guerre et du contrôle. Alain Bauer est nommé en 2006 président du groupe de travail sur les fichiers de police; en 2007 président du groupe

de travail sur la police au quotidien; en 2008, président du groupe de contrôle des fichiers de police; en 2009, président du groupe de travail sur les fichiers des douanes; en 2010 président du groupe de travail sur les fichiers du ministère de la Justice. « Il faut choisir de rester à la table des grands – donc déceler, diagnostiquer, puis prévenir ou riposter – ou devenir une simple force supplétive », explique-il à ce sujet*. C'est la même stratégie de rationalisation des dépenses publiques et de concentration des moyens sous l'autorité personnelle du chef de l'État qui a abouti en juillet 2008 à l'unification des polices politiques (renseignements généraux), de renseignement et de contre-espionnage (Direction de la surveillance du territoire) à l'intérieur de la nouvelle Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). Alain Bauer en est presque naturellement devenu l'un des conseillers officiels en matière de lutte antiterroriste. Il s'y est illustré dès l'origine en posant les bases de « l'affaire Tarnac » aux côtés de Xavier Raufer. (Voir chapitre suivant.)

*David Servenay, « Mission Bauer : comment gérer les crises depuis l'Élysée », Rue89, 4 septembre 2007.

Les néoconservateurs français militaient depuis plusieurs années pour la mise en place de structures de sécurité et de défense calquées sur le modèle nord-américain, qui en assureraient en quelque sorte la sous-traitance. Le très atlantiste député Pierre Lellouche – un temps président de l’assemblée parlementaire de l’Otan – posa en premier les bases d’un projet de conseil national de sécurité sur le modèle de la National Security Agency américaine (NSA). Mais c’est à Alain Bauer et Michel Rocard que Nicolas Sarkozy commande un rapport sur le sujet. Celui-ci est publié dans *Défense nationale et sécurité collective* en octobre 2007*. Deux textes vont par la suite instituer les concepts de « sécurité nationale » et de « sécurité globale » dans le droit français pour poser les bases d’une restructuration effective autour des marchés privés de la guerre et du contrôle : le *Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale* de juin 2008 et la loi de programmation militaire du 29 juillet 2009. Le projet aboutit finalement en janvier 2010, à travers la création par décret du conseil de Défense et de Sécurité

* Alain Bauer, Michel Rocard, « Pour un conseil de Sécurité nationale », *Défense nationale*, n° 10, octobre 2007.

nationale. Celui-ci fusionne le conseil de Sécurité intérieure et le conseil supérieur de Défense et fixera, d'un même trait, les *politiques de défense et de sécurité* sous l'autorité personnelle du chef de l'État. Cette structure, calquée à quelques exceptions près sur ses homonymes nord et sud-américains, consacre la mise en œuvre d'un commandement intégré aux ordres des marchands de peur et de contrôle.

Parallèlement, Alain Bauer dirige la restructuration de la production idéologique de la guerre et du contrôle, ce qu'il appelle la *recherche stratégique*. Dans un rapport publié en mars 2008*, il pose les bases du futur Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique (CSFRS), chargé de rationaliser et de centraliser la production idéologique sur *la défense et la sécurité*, de « définir une nouvelle pensée stratégique » et de « favoriser le dialogue public-privé ». Cette superstructure est finalement créée en janvier 2010, au même moment que le conseil de Défense et de Sécurité nationale. Le CSFRS réunit neuf ministères (de l'Intérieur à la Défense), neuf instituts de recherche (de l'IHEDN

*Alain Bauer (dir.), *Déceler-étudier-former : une voie nouvelle pour la recherche stratégique*. Rapport au président de la République et au Premier ministre, *Cahiers de la sécurité*, 2008.

à l'INHES), y associe Polytechnique, l'École des ponts, HEC et neuf grandes entreprises dont plusieurs géants du CAC 40 et de l'industrie militaire et sécuritaire (Sanofi Aventis, EADS, Euro RSCG*, Total, Safran, EDF, la SNCF, la RATP et la Caisse des dépôts). C'est la superstructure idéologique que réclamaient les industries de la guerre et du contrôle depuis longtemps. Alain Bauer est logiquement nommé à la tête du CSFRS. À la fin de 2009, il obtient le sésame universitaire tant attendu, le titre de professeur titulaire de la chaire de criminologie du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), laquelle a été créée spécialement pour lui et imposée par le chef de l'État malgré l'opposition de la communauté universitaire**. Son accession à l'ensemble de ces postes traduit la montée en puissance des idéologues sécuritaires et des intérêts des industries de *la défense et de la sécurité* au sommet des sociétés de contrôle.

Cette position lui permet désormais d'influencer la transformation du champ répressif. En janvier 2011, le ministre de l'Intérieur

*L'entreprise de publicité du vieil ami d'Alain Bauer, Christian Fouks.

**« Le gouvernement taille une chaire sur mesure à Alain Bauer », texte d'enseignants du Cnam. <http://www.rue89.com/2009/01/25/le-gouvernement-taille-une-chaire-sur-mesure-a-alain-bauer>

Brice Hortefeux confie ainsi à Alain Bauer la mission d'établir un « livre blanc sur l'évolution et l'adaptation nécessaires des forces de sécurité pour les dix ans à venir » et de présenter « des propositions concrètes d'aménagement et d'évolution des métiers, structures et organisations » de la police*.

Alain Bauer est un monstre sociologique. Il incarne « presque un “modèle pur”** » du *consultant en sécurité* tout en étant l'unique exemplaire à cumuler tant de positions déterminantes. Il est à la fois l'un des architectes importants de la restructuration institutionnelle concernant la *sécurité* et l'un des principaux pilotes du nouveau secteur idéologique de la production de contrôle. Grand entrepreneur dominant le secteur de l'*audit* sur le marché de la *sécurité urbaine* et *cheval de Troie* de l'impérialisme nord-américain, c'est un homme de réseaux très haut placés, le leader de la principale corporation d'idéologues sécuritaires en France.

Il incarne la montée en puissance d'un mouvement historique : l'édification et la mise en marche de la superstructure idéologique du capitalisme sécuritaire.

* Lettre aux syndicats de police du 11 janvier 2011, reproduite dans la lettre du syndicat Alliance, « La police de demain en chantier », 12 janvier 2011.

** Laurent Bonelli, « Quand les consultants... », *op. cit.*

CHAPITRE V

LE POUVOIR DES CONTRÔLEURS
OU LA CONTRE-RÉVOLUTION SÉCURITAIRE

« Tout groupe social, qui naît sur le terrain originare d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, se crée en même temps, de façon organique, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui apportent homogénéité et conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais également dans le domaine social et politique. »

Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, t. 3,
Gallimard, 1978, p. 309.

Au début des années 1970, de nouvelles problématiques apparaissent dans les cénacles de l'armée française, notamment la délinquance, l'incivilité, la criminalité et l'immigration désignées comme des *menaces intérieures concernant la Défense nationale*. Ces thématiques fondatrices de l'idéologie sécuritaire ont été récupérées, en même temps que leurs premiers porte-voix, dans la mouvance anticomuniste en général et dans l'extrême droite en particulier. Elles ont

en commun de désigner les classes populaires comme des milieux à *immuniser* de toute urgence et en permanence.

Les indisciplines populaires sont une matière première *a priori* inépuisable dans un système inégalitaire et se multiplient à mesure qu'on développe la répression. C'est un marché qui s'autogénère. Il alimente les industries de la surveillance, de la répression, de l'incarcération, de la sécurité privée, les grands médias, les grandes banques et même le bâtiment dans le cadre de la rénovation urbaine, du développement de camps pour étrangers ou de prisons. Ce marché va devenir un moteur économique essentiel des sociétés de contrôle.

Les premiers réseaux d'idéologues qui ont rénové et promu ces thématiques dans l'armée, dans la police et au sommet de l'État réunissaient à la fois des atlantistes et des nationalistes partisans d'un alignement sur la doctrine américaine de la *sécurité nationale*. L'amiral Antoine Sanguinetti résume le lien entre cette doctrine et le marché de la sécurité : « La sécurité étant un état précaire par nature, la nation qui s'en réclame se met, *ipso facto*, en état de guerre permanente. Cela signifie... que

l'état de paix n'existe plus... La nation sera désormais en état de siège, ce qui comporte toujours une dérive du droit commun. L'action préventive, même à l'extérieur, devient légitime* . »

En France, les premiers idéologues sécuritaires sont recrutés dans les rangs de l'extrême droite pour leur anticommunisme, formés au libéralisme économique et chargés d'assurer un travail de propagande et d'information pour le compte du grand patronat industriel. C'est à ce titre qu'ils vont « importer » la *sécurité nationale* nord-américaine. Cette doctrine alliée aux thématiques de l'extrême droite française va fournir les conditions idéologiques du développement d'un marché public de la sécurité intérieure en France, fondé sur le principe de *l'action préventive*.

Cette première génération évolue dans le courant des années 1980, notamment en s'installant dans les sphères politiques et médiatiques. Pour mettre en œuvre *l'action préventive*, il faut des *consultants* qui repèrent les *signaux faibles* des *nouvelles menaces* et leur donnent une existence légitime dans le domaine politique et médiatique.

* Amiral Antoine Sanguinetti, *Le Devoir de parler*, Paris, Fernand Nathan, 1981.

Il faut des managers de la peur*. Ce sont les idéologues capables de remplir cette fonction qui vont s'imposer. Richard Narich, ministre plénipotentiaire et ancien ambassadeur, idéologiquement proche d'Alain Bauer, résume en 2005 :

« Le marché mondial de la sécurité est évalué à 100 milliards d'euros. Les crédits d'équipement de ce marché vont surtout aux plateformes mobiles, aux véhicules, aux moyens aériens, dans le béton, la construction de casernes, d'écoles et de systèmes de communication durcis ; mais les plus grands bénéficiaires des fonds étatiques à l'heure actuelle seraient les sociétés de conseil** . »

Les managers de la peur ont effectivement réussi à conquérir une part considérable du marché public du contrôle. L'ordre sécuritaire consacre un temps où les mécanismes psychologiques se monnaient encore mieux que le béton des prisons.

La bande à Bauer n'est pas représentative de la plupart des bandes d'idéologues sécuritaires dans la mesure où elle constitue pour eux un modèle

* Pierre Rimbart, « Les managers de l'insécurité. Production et circulation d'un discours sécuritaire », in Laurent Bonelli et Gilles Sainati (dir.), *La Machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires*, Paris, L'Esprit frappeur, 2004, p. 235-276.

** Richard Narich, « Sécurité intérieure, nouveaux défis pour les États-Unis et l'Europe », *Défense nationale et sécurité collective*, février 2005, p. 34.

encore inégalé. Mais elles ont toutes en commun de réunir des patrons d'entreprises de sécurité, des enseignants à l'université, des professionnels de la sécurité dans l'armée, la police et le privé, des *conseillers* dans les administrations, les mairies et les gouvernements, des *passeurs* dans les instituts d'études sur la sécurité et la stratégie ou dans des firmes de toutes sortes. Le pouvoir des idéologues sécuritaires vient de leur organisation en bande, et la bande à Bauer est l'exemple qui s'est imposé au sommet du champ. Sa composition révèle trois prototypes d'idéologues et trois processus historiques.

Le pôle Xavier Raufer/François Haut représente l'influence de l'extrême droite et des réseaux internationaux de l'anticommunisme, les premiers prototypes d'idéologues sécuritaires – les *activistes*, souvent formés comme *gauchistologues* dans le courant des années 1970, pendant la première restructuration, dans les forges de la contre-révolution internationale.

Le pôle Alain Bauer/Yves Roucaute représente l'influence des réseaux néoconservateurs atlantistes, c'est le second prototype – les *gestionnaires*, généralement issus de la *gauche libérale et anticommuniste*,

deuxième génération qui a émergé dans les années 1980 comme *consultants-managers* et qui a mené la seconde restructuration axée sur l'ouverture des marchés privés du contrôle dans les années 1990.

L'année 1986 reste symbolique de cette transformation et de la nouvelle influence des idéologues sécuritaires et de l'extrême droite. Nombreux sont les anciens nationalistes de la génération Occident qui arrivent à des postes de pouvoir. Sous le parrainage de Charles Pasqua, ils conquièrent des municipalités et s'installent dans les ministères*. Alain Madelin devient ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications, il prend comme chef de cabinet Hervé Novelli. Alain Robert, fondateur d'Ordre nouveau, devient conseiller technique au cabinet du nouveau ministre délégué à la Police, Robert Pandraud, un ami de Xavier Raufer. Il recrute alors Bernard Carayon du GUD**. Gérard Longuet devient secrétaire d'État, William Abitbol d'Occident rejoint le ministère de l'Intérieur, Claude Goasguen devient conseiller technique au ministère de l'Éducation nationale. Leurs carrières politiques dans la droite

*Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*, p. 336.

** Groupe union défense, refondation en décembre 1968 de l'organisation Occident dissoute deux mois plus tôt.

de gouvernement prendront de la hauteur dans les années 1990. La reconversion des nationalistes au libéralisme s'inscrit dans la longue histoire de l'appropriation des thématiques identitaires de l'extrême droite par la bourgeoisie.

Il existe un troisième prototype d'idéologues sécuritaires. Ceux-là se développent dans les années 2000 et se spécialisent dans un sous-secteur idéologique comme l'*intelligence économique*, les *menaces identitaires*, les *violences urbaines*... L'idéologue *spécialisé* est souvent issu de l'armée, des services secrets ou de la police, c'est un *porteur* qui mélange la figure du *manager* (Bauer) et celle de l'*opérationnel* (Raufer). Homme de réseaux et transfuge, il applique les principes de la contre-insurrection à la sécurité des grandes entreprises et le modèle du management aux techniques de contrôle. Dans la bande à Bauer, cette catégorie est représentée par Christophe Naudin et Doron Levy du DRMCC.

Ces trois prototypes d'idéologues – *opérationnels*, *managers* et *spécialisés** – balaient plusieurs

*Ce dernier type d'« experts spécialisés » est identifié par Thomas Deltombe, qui le distingue des « experts opérationnels » et des « experts géostratégiques ». Thomas Deltombe, « “Armer les esprits”, le *business* des “experts” à la télévision française », in Didier Bigo, Laurent Bonelli et Thomas Deltombe (dir.), *Au nom du 11 septembre*, La Découverte, 2008.

mécanismes à l'œuvre dans la restructuration du contrôle. Ils décrivent plusieurs époques de l'idéologie sécuritaire : naissance du contrôle dans la contre-révolution et pour les marchés publics au cours des années 1970; croissance dans les années 1980 en investissant la gauche, l'État et les grands médias; expansion dans les années 1990 en imposant les marchés privés du contrôle et en rénovant la contre-insurrection; rationalisation, concentration et industrialisation du secteur idéologique durant les années 2000, puis prise de commande de cette superstructure à la fin de la décennie. L'organisation des idéologues sécuritaires en réseaux mixtes et sous-réseaux multiples* est décisive pour les industries du contrôle. Alain Bauer résume :

« Mon problème à moi, c'est de négocier des textes et des orientations avec des gens qui assument la réalité du pouvoir d'État ou du pouvoir dans d'autres organisations, pour arriver à un compromis. [...] Et quand on fait dans l'ombre, c'est vrai qu'on s'octroie des espaces de pouvoir beaucoup plus importants que quand on

*Selon la typologie établie par le général Loup Francart dans *Émeutes, terrorisme, guérilla. Violence et contre-violence en zone urbaine*, Economica, 2010.

est, bien souvent, en pleine lumière et qu'on arrive à obtenir des choses*.

Les *consultants-managers* assurent la mise en contact de l'offre et de la demande sur le marché de la sécurité. Leur positionnement dans les sphères politiques et administratives permet de faire rayonner des idées susceptibles de soutenir l'offre de sécurisation ; leur place dans les grands médias et les universités permet de fabriquer de la demande.

En quarante ans, la coalition des « bénéficiaires secondaires du crime » s'est organisée en véritable groupe d'intérêts, d'influence et de pression à l'intérieur des classes dominantes. Il existe désormais une strate des contrôleurs et les marchands de peur en constituent l'avant-garde idéologique. Conscients d'avoir des intérêts et des pouvoirs particuliers, ils agissent en fonction de ces intérêts et dominent le centre nerveux des sociétés de contrôle, la production de la peur, qu'ils ont participé à édifier comme superstructure. Le réseau des idéologues sécuritaires s'organise lui-même autour de contradictions internes. Présentées

* Cité in S. Bourmeau, J.-P. Heurtin et D. Cardon, « La gloire, c'est la galère », *Politix*, vol. 1, n° 1, Paris, 1988, p. 67 et suiv.

comme des *oppositions théoriques, tactiques* ou *stratégiques*, elles révèlent en fait l'alignement des bandes d'idéologues sur certains secteurs industriels particuliers et qui parfois s'opposent. Xavier Raufer résume les nouveaux pouvoirs des idéologues du contrôle :

« Aujourd'hui, ces criminologues parcourent le monde, participent aux rencontres internationales de niveau stratégique. Au cœur de la lutte contre le crime organisé et le terrorisme, ils forgent des concepts nouveaux et globaux; leurs analyses et études irriguent les centres de décision. Ils forment les analystes de ministères régaliens : Défense, Justice, Intérieur; des cadres d'entreprises mondialisées ou d'organisations non gouvernementales humanitaires, sachant ensuite élaborer des diagnostics sûrs* . »

La bande à Bauer domine aussi parce qu'elle a su associer des réseaux de la gauche libérale (Rocard), de la droite atlantiste (Sarkozy) et de divers courants de l'extrême droite et du nationalisme. Cet éventail de coopérations lui permet d'être écoutée dans les gouvernements quel que

*Xavier Raufer, « Une féconde alliance face aux dangers du monde », *Défense nationale et sécurité collective*, mai 2005, pp. 168-169.

soit le résultat des élections et des remaniements. C'est un critère déterminant pour être au service des industries et de leurs systèmes financiers.

Mais ce qui assure *in fine* la domination de la bande à Bauer dans le champ de l'idéologie sécuritaire, c'est ce qu'elle vend et en particulier sa notion-marchandise principale, le *décèlement précoce*. Cette idée est l'exacte traduction des intérêts des marchés de la sécurité cherchant à se développer quand la demande reste faible ou inexistante. Il faut faire un long détour sur une affaire particulière pour bien comprendre son fonctionnement et *ce qui se joue* et *se rejoue* dans l'expérience sécuritaire.

Résumons *l'opération Tarnac*. Dans le sillage de la rationalisation et de la concentration des polices de renseignement (RG et DST associés dans la DCRI), Alain Bauer et Xavier Raufer estiment qu'un livre intitulé *L'Insurrection qui vient**, paru en 2008, révélerait un *terrorisme en puissance caché dans l'ultragauche*. Ils y appliquent leur théorème du *décèlement précoce* et activent leurs réseaux pour inciter à mettre en marche

* Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, La Fabrique, 2008.

des protocoles *antiterroristes*, des mesures répressives *en prévention*. Alain Bauer fait circuler et connaître l'ouvrage dans les réseaux de la DCRI et du gouvernement. Depuis le mouvement contre le CPE de 2006, le renseignement intérieur s'intéresse en particulier à la radicalisation des luttes sociales et à l'émergence de ce qu'il appelle une « nouvelle ultragauche » ou « mouvance anarcho-autonome ». Avec l'aide d'Alain Bauer et de Xavier Raufer, le ministère de l'Intérieur et les grands médias tentent d'en faire une nouvelle marionnette de l'ennemi intérieur. Mais pour convaincre et valider le *diagnostic* des *experts antiterroristes*, il faut un *acte de terrorisme* à reprocher au groupe qu'ils estiment être l'auteur collectif de *L'Insurrection qui vient*. Ce seront des *actes de sabotage sur des lignes de chemins de fer* pour faire ralentir des trains. Le spectre n'est pas très effrayant, mais les grands médias sont chargés de décorer la fable. Le 11 novembre 2008, une opération médiatico-policière est mise en place pour se saisir d'un groupe d'habitants de Tarnac, un village sur le plateau de Millevaches. Des unités de la police et de la DCRI embarquent des équipes de journalistes présélectionnées et

débarquent à l'aurore au village, où ils arrêtent une dizaine de personnes sous l'objectif des caméras. Le lendemain même, *Libération* interroge deux *spécialistes*, Xavier Raufer et Alain Bauer, qui se présentent en « experts inquiets » d'une « dérive de l'ultragauche vers le terrorisme* ». Dans les mois qui précèdent la mise en place de ce plan, en mars 2007, Xavier Raufer avait rendu une étude sur la sécurité du réseau ferroviaire intitulée « Réseau ferré de France, une approche globale des dangers et menaces », dans laquelle il soulignait, pour la première fois, la vulnérabilité du réseau ferré français à des actes « terroristes ».

Depuis l'arrestation, l'incarcération et la libération sous contrôle judiciaire d'une partie des interpellés, malgré d'innombrables efforts, la justice n'a rien réussi à prouver et les grands médias ont dû assumer leur participation à ce montage et tenter de faire oublier le rôle véritable des outils *criminologiques* d'Alain Bauer et de Xavier Raufer. Car l'opération n'a pas été inefficace. Elle a fourni à la nouvelle DCRI un exercice grandeur nature, elle lui a permis de se mettre en marche,

* « L'ultragauche déraile », *Libération*, 12 novembre 2008.

de *promouvoir l'esprit de défense et de sécurité* et d'entreprendre le fichage de tout ce qui apportait son soutien aux inculpés ou critiquait *l'antiterrorisme*. Dans l'après-1968 aussi, le ministère de l'Intérieur de Raymond Marcellin s'était attelé au fichage de tous les *gauchistes* et révolutionnaires*. Les techniques de jeu et la dramaturgie de l'ordre sécuritaire font référence aux grands actes d'une pièce fondatrice, la contre-révolution post-1968.

Rappelons que Xavier Raufer travaillait, au début des années 1970, à l'Institut d'histoire sociale en collaboration avec Aginter Press et l'extrême droite italienne. Il a appartenu aux réseaux européens qui menaient la stratégie de la tension en Europe au début des années 1970. Il en connaît les ressorts et les techniques, le *deus ex machina*. Dans un article paru en 1986 sur les organisations communistes combattantes, après avoir expliqué pourquoi les Brigades rouges, la Rote Armee Fraktion et Action directe travaillaient *en réalité* pour les intérêts de Moscou, il vantait sans complexe la stratégie de la tension qui, seule, en Italie, aurait réussi à vaincre le « terrorisme rouge » :

* Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, Éditions n° 1, 2002.

« Démontrer la nature très fidèlement marxiste-léniniste des organisations communistes combattantes permet de comprendre leur nature intime, donc d'anticiper leurs mouvements. [...] Les dirigeants politiques, les responsables policiers des pays-cibles ne peuvent pas [...] ne pas éprouver d'inquiétude devant cette offensive imprévue, sinon imprévisible; et chacun de rechercher l'arme répressive efficace, le modèle ayant fait ses preuves. D'emblée, rappelons qu'un pays, l'Italie, sous l'impulsion d'un homme, le général Dalla Chiesa, a pu, en trois ans à peine, démanteler – sinon détruire – une entité très exactement euroterroriste (les Brigades rouges) qui constituait pour ce pays une menace. [...] La "méthode" Dalla Chiesa repose sur une base qui paraît relever du bon sens mais qui a fait, à l'époque, toute l'originalité et l'efficacité du projet. [...] *Précéder l'ennemi sur son propre terrain* : voilà tout le secret de la lutte antiterroriste [...]. On peut enfin, par le biais d'une anticipation qui devient de plus en plus fiable à mesure de l'accumulation du renseignement, tendre des embuscades fructueuses* . »

* Voir par exemple Xavier Raufer, « Euroterrorisme, comprendre pour combattre », *Politique internationale*, n° 30, hiver 1985-1986, p. 251-263.

La structure argumentative et syntaxique de ce texte constitue un modèle qui s'est prolongé dans la rhétorique sécuritaire contemporaine de Xavier Raufer et de la bande à Bauer. Il semble que Xavier Raufer rejoue la stratégie de la tension italienne, la pièce du Gladio, sa naissance comme idéologue sécuritaire. Dans ce texte, il suffit de remplacer « organisations communistes combattantes » par « islamistes », « ultragauche », « criminels » ou « nouvelles menaces » pour saisir la manière dont la contre-insurrection se transporte et reformule en pensée dans le système sécuritaire. C'est ce que fait la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie en février 2009 justement au sujet de *l'ultragauche* et pour justifier *l'affaire de Tarnac* :

« Nous avons aujourd'hui un véritable problème de menace sur l'autorité de l'État et il est probable que nous ne sommes qu'au départ de ces soucis. L'effondrement du parti communiste et des partis de gauche d'une façon générale entraîne automatiquement la résurgence de groupuscules très radicaux et souvent violents. Nous sommes aujourd'hui en Europe dans cette phase. Ce qui se passe en Grèce, ce qui se prépare en Allemagne, en Italie ou en Belgique, ce que nous

commençons à voir surgir en France, c'est cela. Ce sont des groupes qui contestent l'autorité, qui contestent l'État et qui veulent attaquer non seulement les symboles, mais aussi les moyens de fonctionnement de l'État. Nous devons y veiller, nous devons être très attentifs* . »

Et pour ne laisser aucun doute sur la scène qu'elle rejoue elle aussi, la ministre ajoute :

« On a connu cela dans les années 1970 et 1980, nous pouvons très bien connaître de nouveau ces phénomènes allant éventuellement jusqu'à la violence dans les mois et dans les années qui viennent [...]. Vous avez un rôle à jouer, un rôle pour expliquer, pour convaincre, pour créer de la part de l'opinion publique un rejet de ces groupes. Alors utilisez le fait qu'aujourd'hui les gens, peut-être plus qu'avant, se rendent compte de l'utilité de l'État, du besoin de l'État. Par conséquent ils sont peut-être mieux disposés, à condition d'y croire, à isoler et à lutter contre ceux qui attaqueraient l'État. Je dis bien à condition d'y croire. [...] Faisons très attention

* Michèle Alliot-Marie, « Français toujours et fier de l'être », *Vigilance et action*, journal du Mouvement initiative et liberté, n° 241, mai 2009.

à cela. Les Brigades rouges, la bande à Baader, Action directe, tous ceux-ci sont des groupes d'ultras qui parfois sont allés jusqu'à la violence contre l'État. »

La ministre de l'Intérieur ne rejoue pas la pièce de la *stratégie de la tension* devant n'importe qui. Elle est à la tribune de la convention annuelle du Mouvement initiative et liberté (MIL). Pilotée jusqu'à sa mort par Jacques Foccart, cette association est la continuation du Service d'action civique*, la milice gaulliste chargée des coups tordus, des opérations coup de poing et parfois d'attentats attribués aux *subversifs* durant la guerre d'Algérie, en 1968 et dans les années 1970. Sa rhétorique est calquée sur celle de Xavier Raufer. Les idéologues sécuritaires ont réussi à importer la syntaxe et la grammaire de la contre-insurrection dans une doctrine proactive du *décèlement précoce*. Désormais en vigueur dans la classe dirigeante, elle permet d'alimenter les marchands de peur et les marchés du contrôle. Après une manifestation indisciplinée à Poitiers à l'automne 2009, le

*Le MIL est créé quelques mois avant la dissolution du SAC en 1982. La plupart des membres importants du SAC rejoignent automatiquement le MIL.

nouveau ministre de l'Intérieur Hortefeux met en place deux nouveaux dispositifs de fichage*, préparés dans les mois précédents. Alain Bauer explique dans *Libération* : « Il s'agit de fichiers de renseignements sur des personnes qui n'ont pas encore commis d'actes répréhensibles mais qui sont susceptibles de le faire**. » Le *décèlement précoce* a pour fonction de développer des marchés de contrôle en mystifiant la demande. C'est l'idée motrice du capitalisme sécuritaire.

La bande à Bauer caractérise la montée en puissance d'une stratégie d'intérêts née dans les complexes militaro-industriels nord-américains et reprise à son compte par le patronat industriel français. Les premiers avaient inventé le concept de *guerre préventive* pour justifier l'entrée en guerre de l'armée américaine lorsqu'elle ne disposait pas des prétextes nécessaires. Ce concept sert parfaitement les intérêts d'une industrie de la guerre qui veut tourner à plein régime. Lorsque la SAIC se charge de promouvoir l'entrée en guerre d'une *coalition occidentale* en Irak en

* Sur ce thème, lire *La Terrorisation démocratique* de Claude Guillon, Libertalia, 2009. [NDE.]

** *Libération*, 19 octobre 2009.

communicant de manière internationale sur les *armes de destruction massives de Saddam Hussein*, en France, parmi les principaux soutiens publics et indéfectibles de l'intervention militaire des États-Unis, on trouve notamment Yves Roucaute ou Christophe Naudin du DRMCC. Dans cette situation, la bande à Alain Bauer constitue purement et simplement une caisse de résonance, un *cheval de Troie* des faucons de Washington.

Les idéologies sécuritaires telles qu'elles sont incarnées par la bande à Bauer caractérisent l'extension du principe *préventif* dans les domaines du contrôle. Les logiques de *prévention situationnelle* et de *décèlement précoce* matraquées dans les analyses de la bande à Bauer permettent de développer les marchés de la surveillance, du contrôle, de la répression et du diagnostic partout et tout le temps. Car il suffit d'établir qu'à un moment et dans un espace une nouvelle menace est susceptible de se développer pour générer une nouvelle production de contrôle.

La bande à Bauer développe une doctrine de la *guerre préventive à l'intérieur*, quotidienne et permanente, « locale et globale », elle fournit

un laboratoire d'idées et le vecteur en chair et en os des stratégies des industries de la guerre et du contrôle. En échange de ce coup de main invisible aux industries sécuritaires et aux grands médias qui en profitent pour vendre de l'espace publicitaire, Raufer et Bauer conservent et développent leur rayonnement médiatique, ils vendent leurs livres, restent « à la table des grands ».

Comme l'explique l'universitaire Olivier Roy :

« Ça fonctionne en boucle. On ne sait plus très bien quelle est la source de revenu. Faire des contrats avec des boîtes vous permet de passer pour un expert en sécurité, ce qui vous permet ensuite de faire un livre, puis de passer dans les médias pour le vendre, puis de faire des conférences rémunérées qui permettent à l'occasion de rencontrer des clients* . »

Mais pour la bande à Bauer, il ne suffit pas de désigner une *nouvelle menace*, il faut aussi convaincre l'État d'investir dans son éradication. C'est la fonction de la rhétorique criminologique et du travail d'influence auprès des pouvoirs

*Entretien, cité dans Thomas Deltombe, « “Armer les esprits”, le *business* des “experts” à la télévision française », in Didier Bigo, Laurent Bonelli et Thomas Deltombe (dir.), *Au nom du 11 septembre*, La Découverte, 2008.

publics. Xavier Raufer le résume à sa manière et malgré lui :

« L'instrument d'une telle connaissance, l'outil d'une telle approche, c'est l'alliance novatrice de la géopolitique avec la criminologie. S'ils sont bien conçus et rigoureusement produits, les travaux de ce couple – les enfants nés de ce mariage – pourront intéresser toutes les forces vives de la société : monde de la politique, de l'université, du barreau, du commerce et de la finance ; institution militaire, organes de répression, sphère médiatique. Le couple géopolitique plus criminologie dispose d'un horizon (résorber les zones grises du Sud et les zones hors contrôle d'Europe) ; de concepts orientés vers le précoce, le "proactif", le préventif ; il ne lui reste qu'à imaginer, à écrire, à instruire ; à former et informer, bref, à travailler* . »

Il s'agit bien de faire de la rhétorique criminologique une doctrine économique d'État au service du contrôle et du capital. Et c'est sur cette base qu'Alain Bauer propose une « stratégie de sécurité nationale pour la France » :

*Xavier Raufer, « Une féconde alliance face aux dangers du monde », *Défense nationale et sécurité collective*, mai 2005, p. 175-176.

« Passer de la défense globale à la sécurité globale, prendre en compte les entreprises comme sujet stratégique, au-delà même de leur outil de production, intégrer la dimension virtuelle de nouveaux risques et de nouveaux conflits, ouvrir le champ au décelement précoce et à l'anticipation, voici les enjeux de la redéfinition de l'espace stratégique français* . »

Chaque idée de ce texte est une *notion-marchandise* au profit d'Accor, Areva, Brink's France, Saint-Gobain, Lagardère SCA, Thalès et Total, tous des géants industriels investis sur le secteur de la sécurité globale et qui ont financé cette publication. La doctrine de sécurité globale synthétise bien la fonction des idéologues sécuritaires, à la fois managers de l'insécurité** et promoteurs d'un monde ordonné aux intérêts des marchands de guerre et de contrôle. Dans ce même livre, financé par les mêmes industriels, Xavier Raufer ajoutait :

« L'idéal suprême de la société actuelle est celui d'un monde ordonné, dans lequel des

*Alain Bauer, « Quelle stratégie de sécurité nationale pour la France ? », in Nicolas Arpagian, Éric Delbecq (dir.), *Pour une stratégie globale de sécurité nationale*, Dalloz, 2008, p. 5. La liste des soutiens est publiée en page 307.

**Pierre Rimbart, « Les managers de l'insécurité. Production et circulation d'un discours sécuritaire », in Laurent Bonelli et Gilles Sainati (dir.), *La Machine à punir. Pratiques et discours sécuritaires*, op. cit., p. 235-276.

“États-boucliers” protègent l’existence physique de tous leurs citoyens ; au sein de tels États, le danger, le risque – l’incertitude même – sont si possible bannis ; où le calme, la sécurité et l’ordre doivent régner [...]. Le danger majeur y est l’invisible, l’insensible, l’indétecté – ce qu’on n’a pas vu, ou pas cru, pas pris au sérieux ; ou délibérément ignoré. Bref, l’imprévu* . »

La mise en place du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques (CSFRS) et sa prise en main par la bande d’Alain Bauer relève de ce qu’Antonio Gramsci appelait l’hégémonie culturelle, c’est-à-dire la nécessité pour un système de production d’imposer son système de pensée s’il veut fonctionner et se développer. Il n’est pas sans intérêt de noter que la génération des idéologues *gestionnaires*, celle qui a été formée principalement dans les structures de la gauche anticomuniste et qui a mené la seconde restructuration des années 1990, maîtrisait consciemment cet aspect du maintien de l’ordre capitaliste. Yves Roucaute était d’ailleurs, dans sa jeunesse, directeur de l’Institut Gramsci.

*Xavier Raufer, « Menaces : Qui ? Où ? Pourquoi ? Comment ? », in Nicolas Arpagian, Éric Delbecque (dir.), *Pour une stratégie globale de sécurité nationale*, op. cit., p. 26.

Mais on retrouve explicitement ces connaissances et cette stratégie dans la Nouvelle Droite des années 1980, puis dans les nouvelles extrêmes droites identitaires des années 2000, mouvements qui découlent eux-mêmes des recompositions des réseaux d'Occident et d'Ordre nouveau. Ces derniers affichent leur volontarisme en investissant Internet. Ils organisent des campagnes ciblées sur certaines thématiques et occupent quotidiennement les forums publics de discussion et les réseaux sociaux. Ils assurent aussi la promotion de leurs idées par la création de sites de « contre-information » tels que fdesouche.com ou novopress.info. Cet activisme est théorisé comme l'un des axes de développement d'une « nouvelle stratégie ». Les thèmes et les contenus sont axés sur la ligne de pensée de la première génération d'idéologues sécuritaires incarnée par Xavier Raufer et François Haut. Ces sites font d'ailleurs souvent directement référence à leurs écrits. Au point que la bande à Bauer fournit les principaux *intellectuels organiques* du renouveau de l'extrême droite. Jean-Yves Le Gallou – théoricien FN puis MNR* de la *préférence nationale*, fondateur du Club de l'Horloge en 1974, et proche de Xavier Raufer,

* Mouvement national républicain, « mégrétiste ». [NDE.]

qu'il côtoie périodiquement au club – assume d'ailleurs parfaitement ce retournement du théoricien communiste, en militant pour un « gramscisme technologique », c'est-à-dire une stratégie basée sur Internet et la « réinformation métapolitique », l'utilisation intensive des nouvelles technologies comme supports de propagation d'un « populisme identitaire » et d'un « communautarisme conservateur* ».

La soumission des idéologues sécuritaires aux intérêts du capital se dévoile largement lorsqu'ils expliquent devant des députés qu'il faut autoriser la sécurité privée, soutenir la création d'entreprises dans ce secteur et leur offrir des marchés en privatisant certains secteurs du contrôle. Mais aussi dans la répression des quartiers populaires ou dans des affaires comme celles de Tarnac où tout un pan de l'industrie du contrôle se gave des marchés publics et des subventions.

Les unités d'intervention sont ainsi l'un des secteurs de pointe en développement depuis la fin des années 1990. La mise en présence du *corps de l'ennemi* (*casseur d'ultragauche* ou de *banlieue* par exemple) justifie l'existence des services

*Jean-Yves Le Gallou, « Douze thèses pour un gramscisme technologique », publié sur www.polemia.com/artcle.php?id=1763 en octobre 2008.

antiterroristes et antiémeutes, leur entretien et leur extension. Ces services, en particulier, dépensent énormément en logistique, en infrastructures, dans la construction, l'emploi et le développement de centres d'entraînements sophistiqués, ils consomment des matériels électroniques, de surveillance et d'identification, ils ont besoin de véhicules et de matériels de déplacement, de déploiement et d'intervention (blindés, drones, hélicoptères...), ils emploient des armes *sub-létales*, classiques, de poing et de guerre. Toutes ces marchandises extrêmement chères et qu'il faut constamment *maintenir en condition opérationnelle*, remplacer, améliorer et spécialiser, nécessitent chaque fois le financement d'autant de laboratoires de recherche et développement spécialisés dans les forces spéciales. Pour tester puis vendre ses produits et ses idées sur le marché international, il faut des terrains d'expérimentation : émeutes, contre-sommets, coups de filets antiterroristes... Pour disposer régulièrement d'exercices grandeur nature, il suffit d'occuper les quartiers populaires avec des unités agressives, d'en mettre d'autres en état de siège pour accueillir un sommet international ou de disposer de relais dans certains secteurs de la police et de l'État pour

organiser des *coups de filet*. Reste alors à éviter que les désordres générés ne deviennent ingérables.

Les sociétés de contrôle s'organisent autour de la dialectique de la provocation/répression : générer et maîtriser la tension, créer des désordres répressibles. L'ordre sécuritaire est un système de domination parfaitement instable, il joue avec les forces susceptibles de le mettre à bas, il navigue à travers les récifs de son renversement, sur une crête où l'accumulation maximale du profit l'oblige à croiser constamment au milieu des icebergs.

La fabrication et la manipulation des figures de la *bande criminelle* et celles du *casseur de banlieue* ou d'*ultragauche* sont indissociables des marchés de l'antiterrorisme et de l'antiémeute. Elles font partie intégrante du processus de production du contrôle. Plus largement, la manière de représenter *l'ennemi intérieur* et *ce qui menace* est directement liée au mode de production. Il est vain, stérile et absurde de critiquer l'idéologie sécuritaire sans attaquer le système économique, politique et social qu'elle protège et qu'elle propulse.

Considérer qu'un système se nourrit de désordres gérables suppose de réfléchir à la manière dont les luttes peuvent se laisser saisir et

instrumentaliser. Le système sécuritaire récupère tout ce qu'il peut détourner. Cela impose d'inventer des formes de résistance ingouvernables. Et de comprendre que les idéologues sécuritaires remplissent en définitive une fonction essentielle du maintien de l'ordre : diviser et opposer les résistances, criminaliser toute forme d'indiscipline et d'insoumission et égarer les dominés loin des combats pour l'émancipation collective.

POSTFACE

CONTINUITÉ DE L'ÉTAT
ET DE L'IDÉOLOGIE SÉCURITAIRE

En mai 2012, les fractions de gauche des classes dominantes ont repris les commandes de l'État français. Pour continuer à encadrer la restructuration néolibérale, elles ont installé un membre fondateur de la bande à Bauer à la tête du ministère de l'Intérieur et de la police : Manuel Valls. Ce représentant des franges les plus sécuritaires du Parti socialiste avait déjà été envisagé pour le même poste par le précédent chef de l'État en 2007, il est un collaborateur et ami intime d'Alain Bauer depuis leur jeunesse.*

*Manuel Valls et Alain Bauer ont été fabriqués dans la même forge, la gauche anticommuniste rocardienne, à l'université de Tolbiac précisément, où ils se sont rencontrés à l'automne 1980. Ils ont participé ensemble à des meetings, des collages**, des réunions et des revues de la Jeunesse*

*Alain Gresh, « Vous avez aimé Claude Guéant, vous adorerez Manuel Valls », Le Monde diplomatique, 16 mai 2012, <http://blog.mondediplo.net/2012-05-16-Vous-avez-aimé-Claude-Gueant-Vous-adorerez-Manuel>

**François Dufay, « L'homme qui veut être le Sarko de la gauche », Le Point, 2 août 2007, <http://www.lepoint.fr/actualites-politique/2007-08-02/l-homme-qui-veut-etre-le-sarko-de-la-gauche/917/0/194848>

socialiste. Ils avaient alors 18 ans – le premier était en histoire et le second en droit – et se sont investis complètement dans cette pouponnière du Parti socialiste chargée d'affaiblir l'extrême gauche dans l'Université et d'y établir des réseaux de pouvoir au service de la « nouvelle gauche ». « On était déjà très sociaux-démocrates, pas très refaiseurs de monde », se souvient Alain Bauer. « L'autogestion, on n'y croyait pas nous-mêmes* ». « Les études n'étaient pas notre priorité », explique encore Manuel Valls**. Celui-ci voulait faire de la politique et envisageait déjà de devenir président de la République***, Alain Bauer se projetait dans l'influence et les réseaux, ils étaient associés avec Stéphane Fouks, qui ciblait la communication et les médias. Les trois se sont liés d'amitié et d'intérêts puis sont devenus inséparables****. Alors que la « gauche » prenait les commandes de la restructuration néolibérale, ils ont saisi les perspectives de carrière, de pouvoir et de profits déterminées par la capacité de mettre en réseau des pouvoirs médiatiques, économiques et politiques intéressés par le développement de l'ordre sécuritaire.

*Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », Le Monde, 26 novembre 2012.

**François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », L'Express, 27 juin 2012, http://www.lexpress.fr/actualite/politique/alain-bauer-l-ami-de-trente-ans-de-manuel-valls_1131379.html

***Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

****François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », op. cit., Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

Cette collaboration a été construite tout au long des années 1980, pour l'organisation des journées des Jeunes rocardiens aux Arcs en 1985, ou encore dans le cadre du mouvement universitaire contre la loi Devaquet. Alain Bauer y assurait le contact étudiants avec la préfecture pour cogérer l'encadrement des manifestants.

En 1987, Manuel Valls fut désigné par le trio pour occuper la place proposée au comité directeur du Parti socialiste, juste avant le congrès de Lille. Il entra dans la franc-maçonnerie l'année suivante, neuf ans après Alain Bauer. Le futur chef de la police rejoint la loge « ni dieu ni maître ».*

Au début des années 1990, Manuel Valls choisit Alain Bauer comme parrain de l'un de ses fils. Leur collaboration a été consolidée de manière à traverser les alternances des fractions des classes dominantes à la tête de l'État. Elle perdure ainsi quinze ans plus tard.

*En 2007, Alain Bauer militait explicitement pour l'accession de Manuel Valls à des fonctions de commandement. « Manuel, c'est un formidable libero qui a appris à jouer collectif, mais qui doit maintenant devenir capitaine** », expliquait-il. L'année suivante, lorsqu'Alain Bauer assumait officiellement sa collaboration avec les*

* Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

** François Dufay, « L'homme qui veut être le Sarko de la gauche », op. cit.

fractions sarkozystes, Manuel Valls maintint le contrat. « Si Alain pense qu'être sarkozyste est utile et cohérent, il en a le droit, assurait Valls en 2008. L'amitié transcende les clivages politiques [...]. On se retrouve sur la sécurité et, globalement, on est toujours en phase . »*

À la veille du second tour de l'élection présidentielle, le 5 mai 2012, le trio Valls-Bauer-Fouks se préparait à célébrer sa longévité, ses succès et les nouvelles perspectives qui semblaient s'ouvrir à lui. Les trois amis devaient fêter leurs 150 ans cumulés chez Drouant, grand restaurant de la bourgeoisie parisienne qu'ils avaient réservé pour l'occasion. Une centaine d'invités s'y était rassemblée, dont de nombreux chefs policiers comme Émile Perez (le chef du Service de coopération technique internationale de police), le préfet de police sarkozyste Michel Gaudin, le commissaire André-Michel Ventre, le secrétaire général du syndicat Alliance Jean-Claude Delage, des amis de l'époque de Tolbiac comme Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Marie Le Guen, le porte-parole de l'UMP sur les questions de sécurité Bruno Beschizza, l'ancien grand maître du Grand Orient de France Philippe Guglielmi, des grands patrons comme Antoine Frérot, PDG de

* Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

Véolia Environnement et son communicant Laurent Obadia, etc. Manuel Valls décommanda au dernier moment et ne participa pas au déjeuner. La médiatisation de sa participation à cette rencontre aurait certainement pu causer du tort à sa prochaine nomination au ministère de l'Intérieur. Les réseaux qui se sont croisés à ce repas dévoilent effectivement la collaboration de classe entre pouvoirs financiers, médiatiques, industriels, politiques et policiers. Ce « Fouquet's » de la bande à Bauer symbolise à lui seul la manière dont l'idéologie sécuritaire traverse les différentes fractions des classes dominantes, par-delà les fictions d'État mettant en scène l'opposition démocratique entre droite et gauche. Les idéologues sécuritaires connaissent bien ce principe parce qu'il détermine leur survie. Alain Bauer résume lui-même :*

« La gauche et la droite diffèrent surtout sur la forme. Ils n'ont pas les mêmes postures. Mais au-delà des postures, la droite et la gauche se retrouvent sur beaucoup de sujets. Et pas seulement sur la sécurité ou l'immigration, mais aussi sur la politique économique de rigueur, dont personne ne souhaite prononcer le nom. Aussi bien sur la réduction des dépenses que sur la hausse des impôts,

* François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », op. cit. ; Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

je constate avec amusement que la gauche s'apprête à faire la même chose que le gouvernement qui la précédait. Certains tropismes transcendent le clivage droite-gauche. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose.* »

*Mais la fiction démocratique impose pourtant aux idéologues sécuritaires un repositionnement. Alain Bauer avait été marqué médiatiquement comme un symbole du sarkozysme et le nouveau gouvernement devait mettre en scène le « changement » promis durant sa campagne. « Je lui ai dit que je regrettais qu'il ait travaillé pour Sarko, car je ne peux plus le prendre dans mon cabinet** », rapportait Manuel Valls.*

*Plutôt que d'avoir à être destitué, Alain Bauer abandonna son poste de directeur de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales ; la présidence du groupe de contrôle des fichiers de gendarmerie et de police ; la présidence du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques***. Manuel Valls lui reconnut « l'intelligence de démissionner**** ».*

* Alexandre Devecchio, « Alain Bauer : Manuel Valls ne doit pas craindre de devenir la bête noire d'une certaine gauche », Atlantico, 28 juin 2012, <http://www.atlantico.fr/decryptage/manuel-valls-doit-pas-craindre-devenir-bete-noire-certaine-gauche-alain-bauer-403173.html#cthZzk6sy56I1WAj.99>

** Ariane Chemin, « Valls, Bauer, Fouks : le pacte de Tolbiac », op. cit.

*** Camille Polloni, « Alain Bauer, ami de Valls et Sarkozy : des efforts si mal récompensés », Rue89, 22 août 2012.

**** Patricia Tourancheau, « Alain Bauer, l'ombre du parrain », Libération, 18 septembre 2012.

La mise en scène du « changement » passa ensuite par la dissolution de la section criminologie du Conseil national des universités, imposée par l'ancien chef de l'État à la demande de la bande à Bauer et fortement mise en cause par les milieux universitaires sur lesquels s'appuyait le nouveau gouvernement. Mais le poste d'enseignant d'Alain Bauer n'a pas été remis en question, alors qu'il avait pourtant été obtenu de manière similaire. Par cette opération, Alain Bauer devint même le seul enseignant de criminologie en France sans aucun diplôme de troisième cycle.*

*Désormais, Manuel Valls admit ne plus consulter Alain Bauer que pour nommer « tel ou tel haut fonctionnaire ou préfet** ». Ce dernier reconnaissait d'ailleurs avoir « répondu aux questions posées par Manuel sur les personnalités des uns et des autres au moment de la constitution du cabinet*** ». Le nouveau ministre de l'Intérieur a ainsi pris pour directeur adjoint de son cabinet, Renaud Védel, qui n'était autre que l'ancien directeur adjoint du cabinet du préfet de police de Paris Michel Gaudin. La place Beauvau, désormais à gauche,*

* Un arrêté du 6 août 2012, publié dans le Journal officiel, supprime la criminologie comme discipline universitaire.

** Patricia Tourancheau, « Alain Bauer, l'ombre du parrain », op. cit.

*** Camille Polloni, « Alain Bauer, ami de Valls et Sarkozy : des efforts si mal récompensés », op. cit.

affirma en toute logique que « les principales réformes impulsées par M. Gaudin seraient maintenues », en particulier la mise en place de la police d'agglomération et le développement de la vidéosurveillance. Renaud Védel avait contribué sous la direction de Bauer et Gaudin au rapport sur la sécurité au quotidien, publié en 2008**, et au Livre blanc sur la sécurité publique en 2011***. Ces rapports ont traduit en idéologie d'État une synthèse des intérêts des différents réseaux économiques, politiques, médiatiques et policiers investis sur le marché de la sécurité. « Tout a été pensé, dit, écrit sur la sécurité dans les deux récents rapports que j'ai codirigés », assurait Alain Bauer****.*

Pour se repositionner, depuis mai 2012, la bande à Bauer a continué à appuyer idéologiquement l'écrasement médiatico-policier des quartiers populaires. Elle a continué d'assurer l'importation d'éléments issus de l'expérience new-yorkaise pour alimenter les doctrines

* Laurent Borredon, « Nouveau casting à la tête de la police », *Le Monde*, 30 mai 2012.

** Michel Gaudin et Alain Bauer, *Vers une plus grande efficacité du service public de sécurité au quotidien*, *La Documentation française*, 2008.

*** Alain Bauer, Michel Gaudin, *Livre blanc sur la sécurité publique, ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration*, octobre 2011.

**** François Koch, Anne Vidalie, « Alain Bauer, l'ami de trente ans de Manuel Valls », *op. cit.*

de sécurité urbaine en France et légitimer le nouveau modèle de quadrillage médiatico-policiier mis en œuvre par Manuel Valls. Dès l'été 2012, une quinzaine puis une cinquantaine de « zones de sécurité prioritaires » furent créées sur des « territoires bien ciblés, caractérisés par une délinquance enracinée et de fortes atteintes à la population ». Alain Bauer, comme s'il n'avait pas été l'un des artisans de ce modèle de quadrillage prêt à l'emploi, validait : « L'ébauche des zones de sécurité prioritaires voulues par l'actuel ministre de l'Intérieur Manuel Valls pourrait peut-être permettre de passer du commandement pyramidal depuis Paris à une forme de décentralisation efficace . »*

À Amiens, dès août 2012, la pression policière liée aux projets de « rénovation urbaine » et au classement en zone de sécurité prioritaire a fait face à des révoltes et des contre-attaques. Alain Bauer en profita pour vanter une fois de plus le « modèle new-yorkais » de maintien de l'ordre urbain qu'il aurait participé à concevoir. « Le modèle de New York dans la lutte contre la criminalité est peut-être un exemple à suivre. Cela nécessite des missions locales spécifiques et décentralisées, et des renseignements opérationnels de terrain, un dossier peu développé

**Alain Bauer, «Après Amiens et avant la prochaine émeute...», Huffingtonpost, 16 août 2012. http://www.huffingtonpost.fr/alain-bauer/amiens-emeutes-manuel-valls_b_1778717.html*

après la création de la DCRI » expliquait-il, comme s'il n'avait pas été l'un des idéologues les plus impliqués dans la mise en œuvre des politiques de sécurité depuis les vingt dernières années.*

*Alain Bauer et Xavier Raufer sont restés des porte-parole privilégiés par les industries de la guerre et du contrôle pour légitimer techniquement leurs exigences de restructuration. Ils étaient ainsi les invités d'honneur des troisièmes assises nationales de la recherche stratégique, « Profondeurs stratégiques, l'Europe face aux défis du temps, des mutations, des populations », organisées à l'École militaire de Paris le 11 décembre 2012 par le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques, l'Institut des hautes études de défense nationale et l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice**. Alain Bauer y ouvrit la cérémonie aux côtés du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, suivi quinze minutes plus tard par la prise de parole de Xavier Raufer. En tant que président*

* Alexandre Devecchio, Ania Nussbaum, « Désordre public : réseaux "mafieux", bandes des cités, drogue... Comment combattre les nouveaux fléaux de la République », entretien avec Alain Bauer, Fabrice Rizzoli et Stéphane Quéré, Atlantico, 31 août 2012. <http://www.atlantico.fr/decryptage/reseaux-mafieux-bandes-cites-traffic-drogue-comment-eradiquer-alain-bauer-stequane-quere-fabrice-rizzoli-466548.html?page=0,3>

** www.csfrs.fr

du CSFRS – réunissant des représentants de l'État, des chercheurs et les très grandes entreprises investies sur les marchés de la défense et de la sécurité – il a remercié le nouveau gouvernement d'avoir permis à cette « aventure » de continuer.*

Le nouveau gouvernement a aussi laissé à Alain Bauer une fonction décisive pour les marchands de contrôle : la direction du Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps).

*Cet établissement public placé sous la tutelle du ministre de l'Intérieur, délivre l'autorisation d'exercer, contrôle et « conseille » les entreprises privées de sécurité**. Cette « autorité de régulation » avait été mise en place sous la présidence de Sarkozy et inaugurée par Claude Guéant en janvier 2012. Elle a été maintenue par la gauche, et Alain Bauer, qui y avait été nommé pour trois ans, en a gardé les commandes.*

La bande à Bauer a donc conservé, sous une gestion de gauche, la fonction d'autorisation et de placement, c'est-à-dire la capacité de renforcer ou d'affaiblir les entreprises privées de sécurité pour le compte des grands monopoles. Alain Bauer et Manuel Valls ont pu dès lors diriger main dans la main la protection et la régulation

* Ibid.

** <http://www.cnaps-securite.fr/>

étatique du marché de la sécurité. En octobre 2012, Alain Bauer organisait ainsi les premières « rencontres nationales » des commissions inter-régionales du Cnaps réunissant des représentants de « tous les acteurs de la sécurité privée ». Deux semaines plus tard, le 26 octobre 2012, place Beauvau, le ministre de l'Intérieur validait les propositions de ces rencontres et engageait à la « professionnalisation » de ce « secteur complémentaire des missions de l'État » afin de « permettre à la profession d'évoluer dans un cadre favorable* ».

À travers ce repositionnement, la bande à Bauer a aussi pu continuer à s'investir dans le développement de nouveaux marchés. Xavier Raufer et Alain Bauer sont restés très impliqués dans l'expansion d'un secteur qu'ils ont d'ailleurs participé à nommer et délimiter : le « crime-contrefaçon ». Ils ont construit, autour de cette notion-marchandise, un espace publicitaire qu'ils nomment « COT » pour « criminalité organisée transnationale ». « La COT est un ennemi flou, peu visible et mutant constamment** », expliquaient-ils.

* « Manuel Valls a rencontré les acteurs de la sécurité privée », Civique, n° 211, janvier 2013.

** Alain Bauer, Xavier Raufer, « Le Père Noël et le crime organisé transnational : un conte de Noël », Le Nouvel Économiste, 17 décembre 2012. <https://www.lenouveleconomiste.fr/le-pere-noel-et-le-crime-organise-transnational-un-conte-de-noel-17048/#.UPbNtjfXuSo>

Si « les indéniables drames qu'elle provoque sont mal perçus par le public, qui peine à les lui attribuer », malgré les efforts de la bande à Bauer, ce serait à cause des « doctrinaires libéraux de la “mondialisation heureuse”, puissants dans la finance et dans les médias », des « sociolâtres dont cela contrarie l'idéologie, voulant que les criminels (mafieux inclus) soient d'abord des victimes du système capitaliste » et « des institutions engluées dans la routine et le confort ». « Pour tous ceux-ci, l'idée que les mafias soient vraiment redoutables est un paranoïaque bidonnage, propagé par des “marchands de peur” » assénaient-ils comme un aveu en lieu et place de toute argumentation face aux enquêtes publiées sur leurs discours, leurs pratiques et leurs parcours.

*Reste que le concept de « crime-contrefaçon » a été développé dans un rapport de 2011 dont Alain Bauer et Xavier Raufer étaient les deux conseillers, pour le compte de la WAITO Foundation** . La WAITO Foundation est un appareil d'influence installé en Suisse et chargé de promouvoir la criminalisation des marchés de la contrefaçon « pour le compte des États,*

*Idem.

**Alain Bauer, Xavier Raufer, Le Crime-Contrefaçon, un enjeu majeur du International Forum on Counterfeiting Crime (IF2C), WAITO Foundation, 2011. <http://fr.slideshare.net/WAITOFoundation/waito-rapport-2011-le-crime-contrefacon-un-enjeu-majeur>

des organisations internationales, des fédérations inter-professionnelles et des grandes entreprises référentes ». Elle s'appuie sur « la force de frappe de ses experts – pour la plupart criminologues, magistrats, policiers, douaniers et politiques, répartis sur les cinq continents », explique Pierre Delval, le PDG de la fondation**, l'un des trois conseillers du diplôme « Analyse des menaces criminelles contemporaines » au DRMCC de Xavier Raufer à l'université d'Assas. Alain Bauer appartient au comité des experts de la WAITO Foundation et préside son comité d'éthique et de déontologie, Xavier Raufer en est le président du comité scientifique.*

On peut aussi s'arrêter un instant sur le soutien apporté par Alain Bauer et Xavier Raufer à l'Institut pour la justice. Ce think tank, classé très à droite, revendique l'alourdissement des peines d'incarcération et la réduction des remises en liberté pour le plus grand intérêt des industriels de l'enfermement. C'est dans ce cadre qu'il a fait appel à Alain Bauer et Xavier Raufer pour intervenir dans son colloque « Une justice pénale rénovée, fondée sur la criminologie moderne », les 13 et 14 décembre 2012, au grand salon de la Sorbonne. De

*Pierre Delval, « Le mot du fondateur. "WAITO Foundation : une alternative aux politiques anti-contrefaçon actuelles" » sur <http://www.waitofoundation.org/fr/foreword-by-pierre-delval.html>

** Ibid.

toute évidence, la bande à Bauer est restée la voix de ses maîtres, les marchands de guerre et de contrôle.

Mais la bande à Bauer a aussi continué de se faire l'un des vecteurs idéologiques du développement et de la généralisation de l'antiterrorisme comme système de gouvernement normalisé. La DCRI figure parmi les restructurations les plus importantes de l'ère sarkozyste conservées par le nouveau gouvernement. Les fractions d'intérêts se sont repositionnées à sa tête et l'idéologie, les pratiques, les techniques et la majorité des personnels ont été reconduits. À la suite de l'« affaire Merah », le nouveau gouvernement a dû remplacer les chefs les plus clairement impliqués du côté des fractions sarkozystes. Le nouveau directeur Patrick Calvar, qui a pris ses fonctions en juin 2012, en remplacement de Bernard Squarcini, n'est autre que l'ancien numéro deux du service, nommé à sa création en 2008, et le directeur du renseignement à la DGSE depuis 2009.

La bande à Bauer a instrumentalisé le montage médiatico-policiier ayant abouti à la mise à mort publique de Mohammed Merah, pour se repositionner. Elle a tenté d'utiliser cette scène pour promouvoir une nouvelle gamme de leur notion-marchandise de « terrorisme hybride » : le « terrorisme implanté ».

« De l'opération de Roubaix et le démantèlement d'une filière formée au Jihad, tout dernièrement, à l'affaire Khaled Kelkal au milieu des années 1990 et à Mohammed Merah, on voit arriver ces nouveaux profils que nous qualifions d'hybrides, implantés territorialement, proche de la criminalité traditionnelle », assurait Alain Bauer. « La récente tragédie terroriste de Toulouse nous rappelle que la préservation de la paix civile ne peut plus se contenter de reproduire les schémas anciens. Avec le NYPD (la police de New York), dans La Radicalisation en Occident, la menace intérieure, dès 2007, nous avons attiré l'attention sur le transfert en cours d'un terrorisme importé vers un terrorisme implanté. Le continuum criminalo-terroriste, le gangsterrorisme, s'affirmaient déjà au rythme des tentatives d'attentats post-11 Septembre. Malgré l'efficacité et le courage des services de police et de renseignement, enfermés dans nos certitudes antérieures, nous venons d'être victimes d'une évolution prévisible mais négligemment suivie** . »*

Xavier Raufer a maintenu la même stratégie discursive. Sur Radio Courtoisie, il affirmait en novembre 2012 que « c'est l'absence de considération pour les hybrides

*Alain Morvan, « Terrorisme : un nouveau profil selon Alain Bauer », Le Républicain lorrain, 10 octobre 2012. <http://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2012/10/10/terrorisme-un-nouveau-profil>

**Alain Bauer, « Le retour de la stratégie », Les Échos, 26 mars 2012, n° 21152, page 17.

qui a constitué le drame de Toulouse* ». Il développait dans *Le Nouvel Économiste* :

« À monde nouveau, menaces nouvelles – et concepts neufs. Ouvrons l’œil, ces mutants et hybrides sont désormais répandus sur toute la planète et de types multiples : guérillas vivant de trafics divers, dont celui des stupéfiants ; “marxistes” d’hier devenus trafiquants et blanchisseurs d’argent criminel ; jihadis-braqueurs ; jihadis-pirates ; ex-terroristes reconvertis dans le crime ; paramilitaires devenus narcotrafiquants ; sociétés militaires privées vendues aux cartels de la drogue ; trafiquants d’armes au service de terroristes ; motards criminalisés liés à des terroristes ; sectes associées à des cartels de la drogue ; escadrons de la mort mutant en “forces de sécurité” ; entreprises licites au service de cartels de la drogue ; “soldats de la paix” devenant trafiquants ou proxénètes ; guérillas mutant en armées à part entière ; trafiquants d’êtres humains, actifs dans le narcotraffic ; mélanges africains : milices-sectes-bandes armées... Dans le registre des dangers et menaces, ces hybrides sont l’avenir. Si l’on veut éviter la guerre de retard, c’est eux qu’il faut observer, étudier – et combattre**. »

* « Nouvelles menaces criminelles ; formation politique », *Le Libre Journal des idées politiques*, émission animée par Max Lebrun, *Radio Courtoisie*, 2 novembre 2012.

** Xavier Raufer, « Criminalité et terrorisme : le temps des hybrides ? », *Le Nouvel Économiste*, 22 octobre 2012. <http://www.lenouveleconomiste.fr/criminalite-et-terrorisme-le-temps-des-hybrides-16392/#.UPb1Iv7XuSo>

Bauer et Rauffer ont instrumentalisé « l'affaire Merah » en se présentant encore et toujours comme des experts trop peu écoutés alors qu'ils étaient déjà conseillers officiels des appareils de sécurité censés avoir échoué dans cette affaire. Ils l'ont utilisé aussi et en particulier pour justifier la globalisation du protocole antiterroriste et l'application du « décèlement précoce » – leur notion-marchandise visant à promouvoir la dynamique proactive de l'ordre sécuritaire – à la population en général.

« La gestion de la sécurité, partout, devrait se traiter dans un processus de type médical : diagnostic précis, pronostic discuté, thérapie adaptée », assurait Alain Bauer. On retrouva cet emploi de la métaphore médico-chirurgicale dans le discours de Manuel Valls, accompagné du ministre de la Défense à Lorient en novembre 2012, pour justifier la répression des résistances au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. « Il est hors de question de laisser un kyste s'organiser, se mettre en place, de façon durable, avec la volonté de nuire avec des moyens parfois dangereux », énonçait-il pour légitimer l'application de protocoles antiterroristes et d'un quadrillage militaro-policiier contre un mouvement social. Pour se repositionner,*

**Alain Bauer, « Après Amiens et avant la prochaine émeute... », op. cit.*

Alain Bauer applique d'ailleurs ce régime de légitimation à l'ensemble de la restructuration sécuritaire : « Tout chambouler pour traquer ensuite un dangereux protoplasme criminel », résumait-il.*

*Les grands axes de la restructuration sécuritaire ont été redésignés par Manuel Valls, le 5 novembre 2012, à Rome, lors d'une réunion ministérielle de l'Organisation internationale de police. Face aux chefs de police du monde entier, il a promu l'intensification de la coopération entre les 190 pays membres « dans les domaines de l'islamisme radical, de l'ultra-gauche et dans la lutte contre les mafias** ».*

*Sur ces bases idéologiques, Manuel Valls a pris les commandes d'une nouvelle chasse aux « réseaux terroristes islamistes implantés dans les cités » en 2012 et dont la conséquence directe est le durcissement du socio-apartheid. Le 7 février 2013, sur Europe 1, il reproduisait la rhétorique néoconservatrice nord-américaine en appelant à combattre le « fascisme islamique qui monte un peu partout*** ». Le 15 février, il renchérisait : « Nous faisons face à un ennemi extérieur au Mali,*

* Alain Bauer, Xavier Raufer, « Le père Noël et le crime organisé transnational : un conte de Noël », op. cit.

** AFP, 5 novembre 2012.

*** Pierre Haski, « Valls joue au néo-con », Rue89, 5 février 2013.

nous faisons aussi face à un ennemi intérieur qui est le fruit d'un processus de radicalisation. Il part de la petite délinquance, passe par le trafic de drogue, parfois par la prison, jusqu'à la conversion à un islamisme radical et à la haine de l'Occident.* » « *Il y a en France aujourd'hui plusieurs dizaines de Merah potentiels. Tous ne passent pas à l'acte, mais il faut se prémunir* », ajoutait-il.

Il a mené sur le même mode, et parfois de manière encore plus intensive que son prédécesseur, la chasse aux Roms, aux sans-papiers ou aux « casseurs » dans les manifestations, les quartiers populaires et les usines occupées. Le passage à gauche de l'État français n'a aucunement bouleversé les processus en cours. Au contraire, il semble avoir permis de l'approfondir et de le renforcer.

La bande à Bauer s'est repositionnée en continuant à promouvoir les intérêts des marchands de contrôle à l'intérieur de l'État et en direction de la population. Elle aurait aussi bien pu être remplacée par n'importe quelle autre bande d'idéologues sécuritaires susceptible de remplir les mêmes fonctions, car des Bauer et des Rauffer sont produits à la chaîne chaque année dans les grandes écoles, les instituts de défense et sécurité ou

* « Valls : il y a "plusieurs dizaines de Merah potentiels" en France », Le Parisien, 15 février 2013.

les universités. La bande à Bauer ne doit sa longévité qu'à cet opportunisme qui lui permet de conserver une place à la table de tous les partis de gouvernement. Les idéologues sécuritaires ont pour mission de légitimer le contrôle, la surveillance et la répression de tout ce qui résiste, lutte, combat ou existe contre les intérêts des classes dominantes. Nous venons de voir qu'ils le font pour tous les gouvernements. La bande à Bauer dévoile en définitive, et bien malgré elle, ce fait fondamental que tous les gouvernements assurent la reproduction des rapports de domination sur lesquels ils ont été établis.

Avril 2013.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
AU SERVICE DES MARCHÉS DU CONTRÔLE	11
XAVIER RAUFER ET LES OFFICINES ANTICOMMUNISTES	23
FRANÇOIS HAUT ET LE DÉPARTEMENT « MENACES CRIMINELLES CONTEMPORAINES »	51
YVES ROUCAUTE ET LES <i>THINK TANKS</i> NÉOCONSERVATEURS	77
ALAIN BAUER ET LE CONSORTIUM DE LA PEUR	95
LE POUVOIR DES CONTRÔLEURS OU LA CONTRE-RÉVOLUTION SÉCURITAIRE	119
POSTFACE (2013) : CONTINUITÉ DE L'ÉTAT ET DE L'IDÉOLOGIE SÉCURITAIRE	151

Mathieu RIGOUSTE,
Les Marchands de peur

Édition préparée
par Charlotte DUGRAND,
Bruno BARTKOWIAK
et Nicolas NORRITO

Design graphique et maquette
par LE STUDIO AMÉRICAIN, Toulouse
www.le-studio-americaain.com

Éditions Libertalia
21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris
www.editionslibertalia.com
Indicatif éditeur : 978-2-9528292

*Reproduit et achevé d'imprimer
par l'imprimerie La Source d'or
à Clermont-Ferrand, le 15 avril 2013
Deuxième tirage : du 2 000^e au 4 000^e exemplaire.
Dépôt légal : 2^e trimestre 2013*

Imprimé en France